

Critique Communiste

revue mensuelle
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° **41**

mai 85 / 14 fr.

Sommaire

Une alternative, pour 1986 et après...



Pour une CFDT offensive

Interview

de trois dirigeants de la Fédération Hacuitex



Le mouvement ouvrier britannique

Dossier

après la défaite des mineurs



Lutte ouvrière et le Nicaragua



50^e anniversaire de la Longue Marche :

Mao et la construction de l'Armée rouge chinoise

Editorial

Une alternative pour 86, et après...

Quels objectifs les révolutionnaires doivent-ils se donner pour 1986 ? Comment peuvent-ils se préparer à cette échéance ? Cette discussion ne sera pas la moins importante lors de la fête que Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire organisent en commun les 25, 26 et 27 mai à Presles.

Les enjeux de 1986

Les états-majors politiques de tous bords préparent fébrilement les élections législatives de 1986. Les résultats de la confrontation droite/gauche ne sauraient laisser les révolutionnaires indifférents car ils traduiront à leur façon un rapport de forces politique entre les travailleurs et la bourgeoisie. Victorieuse par KO, la classe dominante se sentirait les coudées franches pour lancer les plus violentes attaques et affaiblir pour longtemps le mouvement ouvrier.

C'est là un premier enjeu de ces élections, sur lequel les révolutionnaires ne peuvent guère peser dans les conditions actuelles.

Mais il en est un second, qui les concerne directement. Quels que soient les résultats des élections législatives à venir, celles-ci clôtureront une expérience qui, commencée en 1981, avait soulevé beaucoup d'espoir dans la classe ouvrière, dans la jeunesse, parmi les immigrés. Une clôture donc, mais aussi une sanction : celle d'une politique du double langage, toute en ruse et mensonge à l'égard des travailleurs, pour leur faire accepter en douceur — et plus brutalement quand nécessaire — la gestion de la crise capitaliste. Une politique que le PCF attaque aujourd'hui à boulets rouges pour tenter de faire oublier sa participation pleine et entière au gouvernement pendant trois ans.

Ce sur quoi les révolutionnaires peuvent peser

Que les révolutionnaires puissent, à l'issue d'une telle expérience, contribuer à faire apparaître et rassembler un courant, celui qui n'a pas renoncé aux espoirs de 1981, est d'un intérêt capital. Qu'un tel courant parvienne à se rassembler pour les élections de 1986, cela signifiera que de l'expérience des partis ouvriers réformistes au gouvernement, il sortira quelque chose de positif pour la suite, et pas seulement le désarroi politique, l'écoeurement et l'affaiblissement du mouvement ouvrier. C'est la politique que nous proposons, celle que la LCR tente de mettre en œuvre : une alternative pour 1986.

Nous connaissons l'opinion des camarades de LO : selon eux, une telle politique pourrait être la bonne si se manifestait au sein de la classe ouvrière un courant allant à gauche. Ils admettent que les révolutionnaires devraient alors s'inscrire dans un rassemblement électoral traduisant cette poussée à gauche, et même contribuer à jeter les bases d'un nouveau parti au sein duquel ils défendraient leurs positions. Mais, ajoute LO, un tel courant n'existe pas aujourd'hui dans la classe ouvrière. Il n'existe que des « déçus du mitterrandisme ».

Certes, un tel courant ne s'exprime pas au niveau des luttes, et on ne peut escompter qu'il se manifeste sur ce terrain d'ici 1986. Certes, le soutien apporté au gouvernement de gauche et à sa politique par les organisations de masse de la classe ouvrière, syndicats compris, ont profondément désorienté les travailleurs,

développé massivement un sentiment d'impuissance, fait reculer le niveau d'organisation, détourné du mouvement ouvrier des couches sociales périphériques et la jeunesse. Mais ce constat suffit-il à répondre à la question posée ?

Si la confiance en soi et la combativité des travailleurs avaient été plus fortes dès le début du septennat de Mitterrand, on aurait assisté probablement à des grandes luttes, à des débordements massifs, à la possibilité de voir se constituer à chaud dans la classe ouvrière ce courant dont LO déplore l'inexistence. Mais du constat que ces grandes luttes n'ont pas eu lieu, les révolutionnaires doivent-ils conclure qu'ils n'ont rien de mieux à faire que le train-train électoral habituel ? Doivent-ils ajouter au sentiment d'impuissance ambiant l'aveu de la leur propre ?

L'opinion de la LCR est que ce climat de déprime dans la classe ouvrière, la désaffection à l'égard des organisations et de l'action collective sont d'abord le résultat de la trahison des directions réformistes. Privée de perspective et d'instruments pour lutter, la classe ouvrière réagit dans sa masse de cette façon, ce qui comporte il est vrai des risques de recul de la conscience de classe.

Les forces pour l'alternative existent

Il serait cependant unilatéral de ne considérer que ce côté des choses et d'ignorer d'autres signes, qui indiquent une tendance contraire : le rejet de l'accord sur la flexibilité par les militants et cadres intermédiaires de la CFDT et de FO, qui traduit aussi un refus de masse des exigences patronales ; la crise ouverte de la CFDT — organisation syndicale qui s'est avancée le plus loin dans la définition d'un projet cohérent de collaboration de classes — et l'affirmation en son sein d'une opposition lutte de classe qui ressent le besoin d'opposer à l'orientation d'Edmond Maire une contre-orientation d'ensemble ; la grande disponibilité de la jeunesse au combat antiraciste, révélée par le succès de SOS-Racisme ; l'écho de ce mouvement dans les entreprises.

Ces signes multiples indiquent trois choses :

1. La désaffection populaire à l'égard de la gauche ne signifie pas un ralliement aux thèmes de la droite et du patronat, ni un abandon des exigences dont des millions de travailleurs ont cru voir la réalisation possible à travers l'Union de la gauche.
2. Tout un secteur militant du mouvement ouvrier n'admet pas les reniements de la gauche au pouvoir. Il l'exprime dès qu'il en a la possibilité et ressent le besoin de nouvelles perspectives pour sortir de l'impasse. Le même phénomène est sensible dans la crise que connaît le PCF, même si de très nombreux militants, mis sur la touche, ne sont pas aujourd'hui regroupés.

La dissidence diffuse de ce secteur militant ne signifie pas qu'il refusera d'embrasser son vote au PS — comme moindre mal face à la droite —, mais qu'il faut le gagner à autre chose.

3. La trahison des organisations majoritaires du mouvement ouvrier, la coupure béante intervenue entre la politique politicienne des directions et les préoccupations des masses, ont entraîné un discrédit réel de toute forme organisée, syndicat ou parti, discrédit particulièrement sensible dans la jeunesse. Ce phénomène peut dérouter les révolutionnaires, qui affirment à juste titre n'avoir aucune responsabilité dans la politique du gouvernement. Il n'en existe pas moins, et il serait absurde de l'ignorer ou de le rejeter comme réactionnaire.

Rassembler non les « déçus » mais ceux qui n'ont pas avalé les couleuvres

Ni la LCR, ni LO, ni nos deux organisations réunies ne peuvent prétendre à regrouper ce courant, divers et hétérogène, derrière leurs bannières. Ce que la LCR et LO peuvent faire, par contre, c'est l'aider à se rassembler, à s'exprimer, à agir et à progresser.

C'est ce que la LCR entreprend en participant à la création de regroupements locaux ou dans les entreprises, avec des militants venus d'horizons différents — démarche déjà concrétisée en plusieurs endroits et sous des formes diverses. Elle poursuit le même objectif à travers des rencontres avec toutes les forces politiques à gauche qui ne se sont pas compromises avec le gouvernement ou ont rompu avec lui : les Verts, le PCML, le PSU et les groupes issus de scissions de gauche de ce

parti, la FGA et la Gauche autogestionnaire. C'est la proposition que la LCR renouvelle à LO, à l'occasion de notre fête commune.

Alternative 86, pour la construction d'un parti à la gauche de la gauche

LO nous oppose jusqu'à maintenant une fausse alternative : soit un accord électoral large mais sans contenu politique, concevable pour tourner les dispositions antidémocratiques du mode de scrutin et avoir des élus ; soit un accord politique entre organisations révolutionnaires, qui a ses préférences.

Tel n'est pas le sens de nos propositions : un accord électoral fondé sur le rejet des reniements de la gauche dans tous les domaines — économiques et sociaux, environnement, relation avec le tiers monde, politique étrangère et militaire, ventes d'armements, colonies françaises, solidarité avec les immigrés, etc. — ne serait pas un simple accord électoral sans contenu. Il ne peut se conclure que sous-tendu par la volonté explicite de définir une autre politique, alternative à celle des réformistes, c'est-à-dire reposant sur la satisfaction des besoins sociaux et non la recherche du profit.

Rassembler les « déçus du mitterrandisme » comme dit LO ? Bien plutôt ceux qui — souvent déçus, oui — ont refusé d'avaler les couleuvres du mitterrandisme, restées en travers de leur gorge, et qui commencent à en tirer les conclusions politiques s'ils ne l'ont pas déjà fait.

C'est l'orientation que nous avons prise et à laquelle nous convions LO. Une orientation dont rien ne garantit d'avance le succès immédiat, car les obstacles sont nombreux, mais qu'il importe de mettre en œuvre avec le maximum de résolution. Car il est illusoire d'avancer vers la construction d'un parti révolutionnaire sans prendre en compte, tels qu'ils se présentent, les reclassements encore très limités vers la gauche provoqués par cinq années d'une expérience politique majeure : la gestion gouvernementale par les directions réformistes du mouvement ouvrier.

A la veille du 40^e Congrès de la CFDT

Quelques ruses de la direction fédérale

Pierre REME

Deux faits, contradictoires, ressortent à quelques semaines du 40^e Congrès fédéral de la CFDT : la véritable orientation de la direction fédérale, et le rapport de forces interne dont elle tient compte pour s'assurer une majorité suffisante.

Pour la préparation de ce 40^e Congrès de la CFDT, les textes de la direction se sont succédés à un rythme soutenu : en avril 1984, le « Rapport sur l'adaptation du syndicalisme », non voté par le CNC¹ mais considéré comme « adopté dans sa ligne générale » ; en novembre, après de fortes tensions au sein de la commission exécutive elle-même et des corrections multiples, un « document économique » est adopté ; en décembre, l'« avant-projet de résolution » est adopté par le bureau national ; largement remanié, il devient « projet » fin janvier 1985 ; mais il est suivi du texte « Ce que veut la CFDT » dont le but est de réaffirmer ce qui fait l'unité de la centrale... Faut-il penser que, de proche en proche, l'orientation se corrige ? Dans un sens précis ou en fonction de duplicités d'avant-congrès ? Tout bêtement, la dérive à droite continue-t-elle en cherchant à mieux se cacher faute de savoir se justifier par des analyses rigoureuses et convaincantes ?

Répondre à ces questions est décisif pour comprendre les enjeux du Congrès.

Où va la CFDT ?

On ne peut éviter l'exercice de comparaison entre ces divers textes, notamment ceux du projet de résolution et de l'avant-projet. Nous y constaterons d'ailleurs un certain nombre de différences, concessions qui désamorcent de possibles oppositions sans changer l'orientation fondamentale. Et

ces inflexions, en même temps, nous renseigneront sur les véritables rapports de forces internes².

Le CNC de janvier 1985 a, relativement, corrigé l'avant-projet. La commission exécutive s'y sentait contrainte. Entre la publication de ce document et la session du parlement de la CFDT, le séisme provoqué par le projet d'accord sur la « flexibilité » avait secoué la maison. La consultation des syndicats se révélait si hostile à la signature que la commission exécutive annonçait le refus de signer avant qu'elle ne soit même terminée...

Dans la foulée, la Fédération de la chimie se lançait dans un « projet de contribution » qui, selon elle, regrouperait une dizaine de fédérations et de régions ; elle démontrerait ainsi où est la véritable majorité de la centrale³. La région des pays de Loire déposait plusieurs amendements substantiels. De nombreuses autres structures déposaient des amendements traduisant leur malaise. Bref, la direction de la CFDT se fissurait. Et, présentant une alternative, la Fédération Hacuitex déposait un contre-projet⁴.

Le choix fut fait de « jeter du lest », en acceptant nombre d'amendements, surtout quand ils provenaient de structures que la commission exécutive voulait regagner ou neutraliser. Plusieurs idées absentes du projet initial furent ainsi réintroduites : la nature « capitaliste » de la crise économique (région Bourgogne), la réalité des « pressions du patronat et de la droite » dans le changement de la politique gouvernementale (FGTE)⁵, « l'ambition de construire le socialisme démocratique autogestionnaire » (région Alsace), la constatation que « le » patronat et pas seulement « une partie » de celui-ci se comporte en « groupe de pression jouant le chômage » (région pays de Loire).

Un vote significatif, cependant, ne put être évité, sur une question cruciale

pour la direction actuelle. Celle-ci tenait en effet à sa formulation, faisant de « la négociation, un moyen essentiel pour structurer la mobilisation ». Jean Kaspar la défendit contre un amendement des pays de Loire réaffirmant que « la revendication, l'action et la négociation forment un tout indissociable ». Par 560 mandats contre 551, malgré l'avis de la commission exécutive, « l'action et la revendication » reprenaient place dans la stratégie de la CFDT !

L'orientation, cependant, n'a pas réellement été changée. Les revendications unifiantes en restent absentes. L'« objectif » des 35 heures en moyenne sur l'année (paragraphe 512) de l'avant-projet est simplement devenu « 35 heures hebdomadaires en moyenne pour chaque salarié ». Cela nie la défense des acquis de 1936 et des années soixante et soixante-dix, c'est-à-dire le dédommagement le plus cher possible pour tout travail hors des heures normales de la semaine de cinq jours et ouvre la porte à toute la « flexibilité » possible...

Les formules sur le pouvoir d'achat, elles, sont claires comme du jus de boudin : « L'exigence du maintien du pouvoir d'achat global des salaires par des augmentations différenciées privilégiant l'emploi et les bas salaires ». Les perspectives d'unité d'action sont en fait évitées malgré un amendement des pays de Loire intégré dans des conditions qui le dénaturent... Quant aux relations entre la CFDT et les partis politiques de droite ou de gauche, certaines formules marquant nettement une sorte de neutralité syndicale ont disparu : une dizaine de structures importantes protestaient ! Mais cela ne donne pas lieu au débat et aux corrections nécessaires : on apprend ainsi, au détour d'une phrase, que la CFDT « est en droit d'exiger de tout gouvernement » une véritable planification démocratique et une action pour que les lois entrent dans la pratique au sein des entreprises. L'expression « de tout gouvernement », en la matière, paraît curieuse : cela signifie-t-il qu'il n'y a pas d'exigences particulières à l'égard d'un gouvernement de gauche, bref, vis-à-vis de « ce gouvernement-ci » ? Dans ce cas, la « neutralité », chassée par la porte, entre par la fenêtre...

Le résultat d'un pareil CNC pose à l'évidence question.

● Sur ce qui est « rejeté ». Par exemple, est « non retenue » la volonté de « faire participer à la lutte toutes les composantes de la classe ouvrière » dans la mesure où cela « nécessite une politique intégrant à la fois les actions professionnelles et interprofessionnelles » et « suppose que nous soyons capables de pratiquer un véritable syndicalisme de

masse, de rendre solidaires sur un projet commun des salariés aux intérêts premiers aussi divers qu'il existe de catégories ». Les pays de Loire s'opposaient ainsi à l'idée qu'aucune unité de la classe ouvrière n'est aujourd'hui possible. Quand le débat montrant que cette perspective d'unification est une impasse a-t-il été mené ? Nul ne connaît la réponse. Mais le texte « Ce que veut la CFDT », comme le « Rapport sur l'adaptation » d'avril 1984, comportent une réponse : « Il n'y a pas de revendications unifiantes. »

● Un problème se pose aussi sur ce qui est « accepté » par le CNC. Ainsi en est-il pour l'amendement sur « l'action, la revendication et la négociation indissociables ». Voté le 25 janvier, il est contredit par une interview d'Edmond Maire, dès le 4 février, au *Figaro*. Loin de défendre ce qui a été majoritaire au CNC, le secrétaire général définit ainsi son option syndicale et « la mobilisation au sens riche et créatif du terme » (sic !) : « la recherche de rapports contractuels positifs avec les directions d'entreprise. Ces formes de mobilisation, souligne-t-il, peuvent nous permettre de faire un maximum l'économie de la grève. »

Il en est de même dans le texte « Ce que veut la CFDT » écrit bien après le rejet de l'accord sur la « flexibilité », il justifie cependant, sur le fond, la démarche qui conduisait à la signature avec le CNPF, la CGC, etc. On peut, en effet, y lire ce jugement, étonnant pour tout travailleur après plusieurs années de division et d'inaction inter-syndicale : « En ce qui concerne l'unité d'action, les choses ont bougé, petitement mais dans le bon sens autour des pratiques de négociations. » On s'arrête. On relit. On hésite. Mais c'est bien ça : la direction confédérale est satisfaite « des pratiques de négociation », l'unité d'action « avance » en ce domaine, « sauf avec la CGT ». Comme en décembre dernier, pour l'accord sur la « flexibilité » ? C'est ce que se demanderont de nombreux militants...

Eh oui ! La confédération a déjà oublié l'amendement des pays de Loire qui rétablissait, dans le texte du projet de résolution, « la revendication et l'action » comme éléments indissociables de la stratégie de la CFDT aux côtés de la négociation ! Comme est méprisé l'avis écrasant des syndicats en décembre dernier !

Un pôle pour recréer un vrai débat d'orientation

De tels résultats à l'issue du CNC

Sur la CFDT, Critique communiste a publié récemment :

N° 34, octobre 1984 : « La dérive de la direction confédérale ». (A partir du texte du CNC d'avril 1984 et de diverses publications récentes).

N° 35, novembre 1984 : « Des forces importantes pour redresser la barre ». (Présentation des bases communes pour un courant de lutte de classe, à partir des documents d'orientation de la région Basse-Normandie et de la Fédération Hacuitex).

N° 40, avril 1985 : Deux articles sur les contradictions et le fiasco des thèses économiques confédérales.

1. CNC : Conseil national confédéral. Parlement de la CFDT réunissant trois fois par an les responsables des fédérations et des régions.

2. Il ne peut être question de reprendre ici l'ensemble de ces textes. Voir Critique communiste n° 34 d'octobre 1984. Rouge du 8 février (« Vers un vrai débat d'orientation ») et Rouge du 29 mars (« Les fausses évidences d'Edmond Maire », à propos de « Ce que veut la CFDT »).

3. Adoptant au Bureau national le texte « Ce que veut la CFDT », les dirigeants de la Fédération chimie ont cependant annoncé qu'ils publieront une « contribution » ; mais sans plus lui attribuer un rôle pour un regroupement à court terme. Ce texte n'est pas à notre disposition au moment de la rédaction de cet article.

4. Hacuitex : Fédération des travailleurs et travailleurs de l'habillement, du cuir et du textile. Pays de Loire : les cinq départements Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée. Une région où la CFDT est souvent majoritaire depuis une vingtaine d'années.

5. FGTE : Fédération générale transports équipement (regroupant à la fois les employés du ministère de l'Équipement et ceux de la SNCF, des transports routiers publics ou privés, de l'air et les marins).

justifient, si besoin était, le dépôt d'un contre-projet, qui avait été rédigé par la Fédération Hacuitex en fonction de l'« avant-projet » aujourd'hui « corrigé par les amendements ». Il fallait en effet un texte enrayant la dérive, proposant une autre orientation, jetant les bases pour les vrais débats.

Comment débattre quand les votes n'engagent à rien la direction confédérale ? Cela exige de faire peser un rapport de forces interne incontournable. Mais, au-delà, le besoin de vrais débats démocratiques est fortement ressenti : comment accepter que les questions stratégiques centrales, à discuter de façon enrichissante au sein de l'organisation, soient considérées comme closes avant d'avoir été ouvertes ? Evacuées comme gênantes. Il en est ainsi, en effet, pour la possibilité de revendications unifiantes ; mais aussi pour la possibilité de réaliser le plein emploi (voir l'interview des dirigeants d'Hacuitex ci-après). Il en est de même encore pour ce qui concerne l'analyse du pouvoir actuel de la grande bourgeoisie, des multinationales, avec des conséquences

sur les exigences de relance économique inséparables des revendications ouvrières. Questions esquissées, frileusement, par le « document économique » de novembre 1984.

Il en est de même surtout pour l'analyse de la situation concrète : devant les attaques patronales, devant la politique de la gauche, contre le chômage et l'augmentation des inégalités, les travailleurs sont-ils oui ou non sur la défensive ? Et dans ce cas-là, faut-il négocier entreprise par entreprise ou construire le rapport de forces, construire la mobilisation, œuvrer à l'unité d'action, même si pour le moment, elle ne plaît pas à la CGT ?

Autant de questions de moins en moins contournables. La direction CFDT elle-même aura beau ruser avec nombre de ses organisations, une forte partie de sa propre majorité réagit aux mêmes problèmes que la minorité de lutte de classe en train de se regrouper. Cela se verra au prochain congrès lors du vote sur le texte d'Hacuitex, lors du vote de quelques amendements, lors du

vote du quitus. Cela se verra aussi, ensuite, lors des prochaines épreuves de la lutte de classe.

Deux orientations, en effet, sont inconciliables. Celle qui reconnaît que « le patronat est porteur d'une logique antagoniste avec les intérêts des travailleurs » (paragraphe 233 de la résolution) ; et celle qui, malgré « les divergences d'intérêt » veut que l'action syndicale s'inscrive dans la recherche de la meilleure « efficacité économique et sociale au sein de l'entreprise » (paragraphe 410). Si « deux logiques » se combattent (« antagonistes »... !), l'une exclut l'autre à plus ou moins court terme. Et le but du syndicalisme, au travers de toutes les situations, est de préparer les conditions pour que l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Limiter et combattre le pouvoir des patrons pour s'en débarrasser, n'est-ce pas cela la lutte « pour le socialisme démocratique autogestionnaire », auquel le texte de résolution, au passage, croit bon de donner un coup de chapeau... ?

Pour une CFDT offensive

Interview de trois dirigeants de la Fédération Hacuitex

Léon Dion, secrétaire fédéral, Yvonne Delemotte, membre du bureau fédéral, comme Daniel Torquéo, membre lui-même du bureau national de la confédération, trois dirigeants de la Fédération Hacuitex (habillement, cuir, textile) expliquent la portée du contre-projet d'orientation que leur fédération a déposé pour le 40^e Congrès confédéral (à Bordeaux, du 11 au 15 juin).

Loin d'abandonner la tradition combative de leur organisation, ils proposent, dans les conditions d'aujourd'hui, une voie pour construire la mobilisation unitaire, défendre les revendications, et réaffirment les perspectives socialistes de la lutte syndicale.

● *Pourquoi avez-vous choisi de déposer un contre-texte ?*

Léon Dion : Choisi ? Avions-nous réellement le choix ? Notre conseil fédéral a examiné l'avant-projet, présenté au CNC de janvier. Nous avons commencé par relire la résolution adoptée à Metz et l'avons comparée avec ce qui a été mis en œuvre ces trois dernières

années par la confédération. Cela nous a permis de mesurer le décalage important entre la résolution votée et la pratique effective de la confédération : pas seulement dans la dernière période et au sujet de la « flexibilité », mais sur un bon nombre d'autres terrains.

En étudiant l'avant-projet de résolution, ensuite, notre conseil fédéral s'est demandé s'il était possible de l'amen-

der. Nous avons d'abord travaillé dans cette perspective ; mais il est vite apparu que cette résolution avait sa propre logique, qui ne correspondait pas à notre analyse de la période, des enjeux et des tâches. Nous avons donc retenu l'hypothèse de faire des amendements de fond ; au fil de la réflexion, on est arrivé à un contre-texte, à une résolution qui avait sa propre logique. Notre conseil fédéral l'a adoptée, a décidé de la déposer au CNC de janvier et de vérifier s'il n'y aurait pas d'autres fédérations ou régions qui s'associeraient à cette démarche.

Dans notre esprit, nous ne nous posions pas en leaders d'une opposition. Nous voulions contribuer au débat dans la confédération.

● *Quels sont vos principaux désaccords*

et votre analyse de l'orientation confédérale ?

Léon Dion : Nous n'acceptons pas que soit gommée toute référence à une société socialiste. Or, dans cet avant-projet, on ne parlait que de « démarche autogestionnaire » ou d'un « syndicalisme d'émancipation ». Il ne s'agissait plus d'un syndicalisme d'action, de lutte, de revendications.

Yvonne Delemotte : On n'y parlait que des individus, et de prise en charge des problèmes de la société, sans dynamique d'action.

Léon Dion : Il revenait dans ce texte des analyses sur le patronat considéré comme un partenaire avec lequel il serait possible d'aboutir à des accords. On passait tout à fait à côté de la question du rapport de forces. On y trouvait sous forme de constat l'idée que, sous le poids de la crise, n'importe quel emploi vaut mieux que le chômage. De ce fait on cautionnait les TUC (travaux d'utilité collective) et les diverses formes d'emplois précaires (contrats à durée déterminée, etc.)

● *Bref, la confédération veut gérer les contradictions du système. Mais, ce qui est marquant, c'est que vous n'opposez pas seulement une ligne politique à une autre : vous accordez beaucoup de place aux problèmes posés par la construction de la mobilisation.*

Léon Dion : C'est notre démarche syndicale habituelle : développer la mobilisation même si les conditions ont changé aujourd'hui. Nous n'avons pas à apporter des réponses a priori aux problèmes posés aux travailleurs en cherchant à ce qu'elles soient acceptables par le système et le patronat. Nous invitons les syndicats, les travailleurs, à se mettre à l'action pour faire avancer les revendications, et les objectifs de l'organisation. Si on aboutit à un compromis, il est le résultat de cette action ; alors que, dans la démarche confédérale, la place et le rôle de la mobilisation sont sous-estimés ou absents : on se veut une organisation « réaliste »...

Yvonne Delemotte : En fait, la confédération avance a priori un compromis qui devrait être négocié et accepté par le patronat.

● *C'est là que vous vous faites traiter d'« archéos ». Parce que vous refusez de vous plier, de vous adapter aux conditions de la crise...*

Yvonne Delemotte : Dans ce cas, vive les « archéos » ! Mais on peut

s'adapter sans se plier aux conditions du patronat.

Léon Dion : « Archéos » du point de vue de la mobilisation ? Cela dépend de ce qu'on met derrière le projet de mobilisation. Si on se contente de grèves et journées d'action de vingt-quatre heures comme on en a trop connu dans le passé, ce n'est pas cela que nous voulons... La mobilisation, ce sont des initiatives d'action qui soient autre chose que des forums ou des colloques sur la réduction du temps de travail.

L'idée de classe n'est pas archaïque

Il faut des initiatives, des affiches, des tracts, des appels à l'action sur une période. Est-ce « archaïque » ? Nous aussi, nous constatons que les militants et les travailleurs attendent beaucoup de la loi et des textes gouvernementaux ; mais notre volonté, c'est justement de montrer que c'est par l'action, avec la participation active des travailleurs, qu'on peut obtenir quelque chose. Cette mobilisation, nous le savons, n'est pas facile. Mais y a-t-il une autre solution que de la rechercher dans les entreprises ?

Daniel Torquéo : « Archéos », pas « archéos », ces expressions elles-mêmes posent problème. Le courant libéral actuellement dominant et qui influence une partie de la confédération est-il aussi « moderne » qu'il le prétend ? Penser que les lois du marché, le capitalisme, sont les garants de la liberté, est-ce être moderniste ? La « déréglementation » demandée par les libéraux, n'est-ce pas le contraire du « modernisme » ?, n'est-ce pas revenir à des rapports sociaux voulus par les patrons, qui sont la nature profonde du système capitaliste ? Un système de « loi du plus fort », l'inverse même de la civilisation. La civilisation, effectivement, c'est la loi, un certain nombre de contraintes imposées à l'économie pour lui donner une finalité sociale.

Les positions « libérales » de la confédération nous paraissent d'un idéalisme assez délirant : concrètement, qu'est-ce que cela donnera ? Cela pourra-t-il produire autre chose qu'un certain nombre de brèches dans les droits des travailleurs, dans lesquelles les patrons s'engouffreront ? Des brèches qu'ils utiliseront pour faire reculer les acquis des travailleurs, qu'il a fallu cent cinquante ans pour obtenir et consolider...

Si on laisse les patrons détruire cela en une décennie, il faudra combien de

temps ensuite pour le reconstruire ? Et si on appelle cela « modernisme », comme le prétendent ceux qui nous traitent d'« archéos », ce « modernisme »-là obscurcit singulièrement l'avenir.

L'idée de classe n'est pas une idée archaïque. Cependant, une chose est vraie : la pensée de gauche est bloquée. Premièrement par les échecs sociaux, politiques et économiques des pays de l'Est. Deuxièmement, par le fait que l'internationalisation des rapports de production capitalistes modifie les conditions de la lutte des classes et interroge sur la marge de manœuvre dont dispose le mouvement ouvrier.

La confédération est percutée par ces questions et essaie d'y répondre. Nous ne sommes pas d'accord avec ses réponses. Mais il n'empêche qu'un certain nombre de problèmes sont à réexaminer : en ce qui concerne la stratégie du mouvement ouvrier, la composition de la classe ouvrière... Or, il y a une pauvreté du débat idéologique, accrue par la gestion gouvernementale de ces dernières années. C'aurait pourtant dû être un moment privilégié de la discussion sur les conditions de transition au socialisme dans une économie moderne... Cependant, cette pauvreté du débat stratégique, réelle, ne justifie pas qu'on rejette tout ce qui a été réfléchi par le mouvement ouvrier, tout ce qu'il avait défini comme ses objectifs.

● *De telles réflexions, toutefois, définissent la place de votre texte : vous rappelez les bases indispensables pour le syndicat, bases rendant aussi possibles les débats nécessaires.*

Daniel Torquéo : En effet, je pense que notre texte est loin d'être parfait. Il souffre d'un grave défaut : c'est un texte contre, un « contre-texte ». La loi du genre, — inévitable dans la préparation d'un congrès —, c'est d'être un peu caricatural : il ne peut combler une absence de débat, dans la CFDT, depuis des années.

Prenons un exemple : l'unité d'action. Nous sommes d'accord sur un point avec la confédération : il faut rechercher l'unité d'action sur les bases les plus larges possibles. C'est-à-dire sans exclusives et aussi bien avec des organisations syndicales comme FO ou la CFTC là où elles représentent une force sur le champ social. Le problème est qu'on ne peut faire l'unité d'action sur n'importe quoi et dans n'importe quel sens... Si on veut l'unité d'action sur des bases claires, si on sait où on va, on peut bien sûr interpeller toutes les organisations...

Quand nous disons « en priorité avec la CGT », il ne s'agit en rien d'une

priorité idéologique. C'est une priorité de fait : dans les entreprises, ceux qui se battent pour que les salaires s'améliorent, pour que les conditions de travail s'améliorent, ceux qui rencontrent les résistances de certains encadrements, des directions, bien souvent c'est la CGT et la CFDT. De fait. Concrètement. Dans les entreprises.

Si on se place sur le terrain de la négociation, on rencontre bien sûr les mêmes organisations ; mais si on ne définit pas clairement les objectifs on peut avoir des alliances différentes. Par exemple, dans le cas de la « flexibilité », la CFDT n'avait pas clairement défini où elle allait. Et on a conclu une alliance de fait avec des organisations prêtes à conclure à n'importe quel prix. Nous voulons une unité d'action sur des bases claires et sans exclusives ; alors que la confédération, depuis Metz et dans ses projets actuels, pratique une unité d'action qui, de fait, exclut la CGT.

● *Dans la dernière partie du texte « Ce que veut la CFDT », la commission exécutive affirme justement que l'unité d'action a fait des progrès en France (sic !), « sauf avec la CGT »...*

Yvonne Delemotte : La confédération se place dans un objectif de négociation en tournant le dos à l'action ; elle propose le compromis a priori. D'un syndicalisme d'action, on arrive à un syndicalisme de concessions réciproques, sans rapport de forces pour les travailleurs puisqu'on ne veut pas créer la mobilisation. Du coup, il est normal de se retrouver avec les autres organisations et pas avec la CGT.

Par contre, quand on développe une stratégie d'action avec les travailleurs, pour faire avancer les revendications, de fait on se retrouve avec la CGT. C'est l'objectif que nous nous fixons qui nous rapproche des uns ou des autres.

Daniel Torquéo : Actuellement, il y a une période privilégiée pour reconstruire une unité d'action. A condition qu'on veuille s'en donner la peine. Les problèmes sont tels qu'il y a un terrain revendicatif important, qui peut être couvert y compris par des organisations avec lesquelles nous ne sommes pas en accord. Les adhérents de la CGC par exemple, nous les rencontrons opposés aux revendications ouvrières contre la hiérarchie, contre leur pouvoir ; par contre, sur des problèmes comme l'emploi, les gens de la CGC ont un intérêt immédiat à faire l'unité. Les problèmes sont tels qu'il y a un socle rassemblant des gens bien au-delà de la CFDT et de la CGT. Il y a un grand besoin d'unité d'action, d'unité pour l'action et par

l'action et pas seulement d'unité pour des rencontres et des négociations. Dans l'entreprise, cela se fait souvent sur des problèmes d'emploi. Il y a là une unité défensive. Elle peut servir de base pour créer une unité offensive.

● *Ici encore vos analyses contredisent le rapport au prochain CNC, qui affirme qu'« il n'y a plus de revendications unifiantes »... Mais il n'en reste pas moins que l'unité d'action, au niveau national, est plus loin que jamais. Quels enjeux voyez-vous donc pour le prochain congrès confédéral ?*

Léon Dion : Nous ne refusons pas, nous l'avons dit, toute évolution. Mais nous posons des questions au sujet de l'évolution que la confédération veut faire faire à la CFDT. Qui en sait clairement les objectifs ? Il s'agit d'une évolution en faveur de qui ? L'un des enjeux que je perçois bien est donc de refuser l'abandon d'un projet autonome, qui fait la richesse de la CFDT. On nous dit que le socialisme n'est plus à l'ordre du jour. Nous constatons que, sans perspective, la CFDT se bat mal ou sur des terrains douteux. En fait, nous voulons maintenir les perspectives du socialisme autogestionnaire en liant les luttes revendicatives et un projet plus global de société.

Les enjeux du 40^e Congrès

Yvonne Delemotte : Pour reconstruire l'unité d'action, il faut des revendications unifiantes. Or, la confédération tout en disant qu'« il n'y a plus de revendications unifiantes » abandonne celles qui pourraient l'être. Tel est le cas de la réduction du temps de travail pour tous. Tel est le cas du SMIC dont certains veulent diminuer le rôle : il pourrait cependant être une revendication unifiante si on exigeait qu'il fixe le salaire plancher de toutes les conventions collectives. Tel est aussi le cas du rejet de la précarité, dans tous les secteurs. Ces trois revendications pourraient être unifiantes. A la place d'une telle démarche, la confédération prend des situations de travail très spécifiques, dans certains commerces ou chez les saisonniers ; elle monte aussi en épingle des aspirations individuelles comme celles de quelques femmes qui souhaiteraient un travail à temps partiel. En s'appuyant sur de tels exemples, la confédération voudrait étendre à tous ces situations spécifiques par un accord cadre ouvrant des possibilités de précarité pour tout le monde et en généralisant à tout le monde le travail à temps

partiel. En fait, ce sont des possibilités dont le patronat va s'emparer pour diviser encore plus la classe ouvrière.

Cependant, peut-on dire « qu'il n'y a plus de revendications unifiantes » comme le fait la confédération en abandonnant celles qui existent pour prétendre ensuite étendre à tous les conséquences de certaines situations de travail spécifiques ? Ou même les conséquences d'aspirations individuelles minoritaires. Il y a là contradiction. Et cette contradiction montre bien que l'objectif pour la confédération n'est pas l'unification de la classe ouvrière mais l'adaptation de la classe ouvrière à la crise.

● *Je vois bien le débat et la critique. Mais le congrès comporte-t-il un enjeu pour l'extérieur de la CFDT ?*

Yvonne Delemotte : Si le congrès prend position en faveur des revendications sur l'emploi, le temps de travail, le SMIC, la précarité, il peut donner de nouvelles perspectives à la CFDT.

Léon Dion : Il y a des enjeux internes. Et il y a aussi la façon dont la CFDT peut être un enjeu dans la situation actuelle.

A l'intérieur du congrès, l'un des enjeux principaux sera : remettra-t-on à l'ordre du jour une démarche d'action ? Aux conseils nationaux confédéraux, notre fédération a demandé des initiatives d'action ; nous n'avons jamais eu de réponses précises. Le congrès devra en débattre : va-t-on s'engager à recréer les conditions de l'action ?

Cela amène au deuxième enjeu, un peu extérieur à la CFDT. Un certain nombre de dirigeants et de forces sociales et politiques, aujourd'hui, réfléchissent par avance à la situation dans un an, avec des élections où la gauche ne serait plus majoritaire. Il pourrait y avoir, calcule-t-on, des réactions des travailleurs, une action syndicale qui redémarre... Dans ce sens-là, certains vont tout faire pour que la CGT soit isolée ; et j'ai l'impression qu'on essaie, en prévision, de bien insérer la CFDT dans un certain consensus... Bref, certains veulent faire de la CFDT un partenaire pour éviter un trop grand développement de l'action. La CFDT va-t-elle se situer sur ce terrain, ou sur celui de l'action syndicale, force de revendication et de proposition ?

● *De la même façon, votre texte réagit aussi contre la neutralité que la confédération a l'air de vouloir maintenir entre la droite et la gauche à l'approche des élections de 1986...*

Léon Dion : Oui, nous avons tenu à

nous situer clairement au sein de la gauche et à appeler les travailleurs à voter à gauche.

Daniel Torquéo : Prenons la question au fond, et pas seulement au niveau tactique. Nous avons une stratégie. A-t-elle plus de chance de se réaliser la droite ou la gauche étant au pouvoir ? Quels sont les enjeux concrets ? Lisons tout simplement le programme économique du RPR par exemple. Réfléchissons que Gattaz a fait un choix très clair en le jugeant tout à fait attrayant. C'est un choix politique car en fait le patronat n'est pas particulièrement malheureux de la question gouvernementale depuis 1981 !

Voyons donc ce programme. La droite revient. Elle commence par dénationaliser les entreprises nationales. Quelle planification, quelle politique industrielle peut-on avoir s'il n'y a pas bon nombre d'entreprises par lesquelles la volonté politique peut directement influencer la marche de l'économie ? Il y a également la dénationalisation du crédit. Que veut dire laisser dénationaliser le crédit pour une organisation qui se veut autogestionnaire, alors qu'il pourrait permettre de contrôler les investissements ?

Il ne s'agit pas de défendre les nationalisations telles qu'elles ont été utilisées... Mais ce n'est pas parce qu'on a des critiques à faire qu'il faut dénationaliser.

Dire que « droite-gauche » est un « clivage archaïque », c'est nier la réalité. Si la droite revient, on verra ces dénationalisations, mais aussi la remise en cause des droits nouveaux, l'expulsion des immigrés... L'enjeu doit être mesuré en fonction des conséquences qui suivraient.

Léon Dion : Si on a mis cette prise de position dans notre texte, c'est que nous craignons que la confédération ne se prononce pas du tout sur les élections.

● *Quel devrait, cependant, être le rôle de la CFDT ? Vous ne pouvez pas ignorer les réactions du type : « La gauche ? On a déjà donné ! »*

Daniel Torquéo : Le rôle de la CFDT n'est pas de se faire la propagandiste d'un parti quel qu'il soit. Il s'agit d'abord de débattre en son sein : analyser les enjeux au regard de sa stratégie. Ensuite, il faut faire part des analyses, montrer les enjeux aux travailleurs : en fonction des problèmes immédiats, en fonction des perspectives à long terme. On ne peut laisser croire que, pour aller au socialisme autogestionnaire, il est

Ce qui compte, c'est la mobilisation

Cela dit, il s'agit aussi de montrer que l'organisation syndicale est capable d'être autonome à l'égard des partis et du gouvernement de gauche.

Yvonne Delemotte : Pour donner bien montrer à quel point la mobilisation a manqué depuis 1981, pour aller plus loin.

Daniel Torquéo : On peut d'ailleurs constater l'absence de contacts à l'AN-800, à la veille des élections de 1981. Il y avait alors quelque chose comme 1000 contacts. Les occupations d'usines de juin 1981, avec une telle mobilisation, ont permis de montrer que c'est le meilleur soutien de la part des travailleurs, le meilleur geste d'adhésion populaire à une politique de développement.

Cela veut dire surtout que le mouvement de soutien à une politique de développement, c'est une mobilisation, une mobilisation formelle. Les nouvelles formes de mobilisation, que ce soit à travers des actions gouvernementales ou à travers le mouvement populaire capable d'être

● Lors du congrès, nous devons nous pencher sur une question : comment peut-on continuer à maintenir la maîtrise de la confédération ?

Léon Dion : Les faits que nous venons de décrire ont montré que la mobilisation est un enjeu important. C'est la question de savoir si on peut continuer à mobiliser les travailleurs à travers des actions gouvernementales ou à travers le mouvement populaire capable d'être

Dans de nombreux syndicats, nous voyons que les dirigeants ne comprennent pas la question de la mobilisation. C'est la question de savoir si on peut continuer à mobiliser les travailleurs à travers des actions gouvernementales ou à travers le mouvement populaire capable d'être

● C'est pour la question de la mobilisation.

Daniel Torquéo : ... Et cela pose la question de l'opposition structurelle qui existe au sein de la CFDT. La question

indifférent d'avoir la gauche ou la droite au pouvoir.

Ce qui compte, c'est la mobilisation

Cela dit, il s'agit aussi de montrer que l'organisation syndicale est capable d'être autonome à l'égard des partis et du gouvernement de gauche.

Yvonne Delemotte : Nous devons bien montrer à quel point la mobilisation a manqué, depuis 1981, pour aller plus loin.

Daniel Torquéo : on peut d'ailleurs citer Edmond Maire, au congrès d'Anancy, à la veille des élections de 1978. Il avait alors rappelé comment Blum, voyant les occupations d'usines de juin 1936, avait « reçu une gifle en pleine figure ». Edmond Maire avait ajouté : c'est qu'en réalité Blum n'avait pas compris que c'était le meilleur soutien de la part des travailleurs, le meilleur gage d'adhésion populaire à une politique de changement.

Cela reste vrai aujourd'hui : le meilleur gage de soutien à une politique de changement, c'est une mobilisation, une mobilisation ferme. Face aux résistances et aux attaques patronales, que le gouvernement sache qu'il a derrière lui un mouvement populaire capable d'affirmer ses volontés.

● *Lors du congrès, vous pensez regrouper une minorité. Comment cela peut-il influencer la majorité de la confédération ?*

Léon Dion : Le fait que nous ayons déposé un contre-texte, en plus des amendements d'autres organisations au CNC de janvier, a eu un effet. Ce n'est pas pour rien qu'Edmond Maire a décidé la publication d'un nouveau texte, présenté au CNC d'avril. Nous avons déjà contribué à poser des questions, à faire reprendre le débat.

Dans de nombreux syndicats, notre texte est discuté, souvent comparé au projet de résolution. Cela va donc marquer. En fonction de la discussion, le bureau national issu du congrès devra tenir compte du nombre de syndicats, important espérons-nous, qui aura marqué sa volonté de voir traduite dans les faits la démarche que nous proposons.

● *Cela pose la question de l'après-congrès.*

Daniel Torquéo : ...Et cela pose la question de l'opposition structurée qui existe au sein de la CFDT, la question

du regroupement « Pour une autre démarche syndicale ».

Nous pensons que cette opposition va trouver avec notre texte un moyen de marquer son désaccord avec la confédération. Le problème, plus largement, est de savoir si c'est une solution de structurer ainsi une opposition, avec la dialectique de fractionnement que cela peut avoir dans l'organisation. Dans ce débat, il n'y a pas d'inconvénient à ce que des camarades, militants de la LCR ou d'autres organisations, fassent avancer leurs thèses. L'inadmissible en revanche serait un noyautage pour « faire passer » une stratégie élaborée hors de la CFDT.

Est-ce que le problème réel n'est pas celui du dialogue au sein de la CFDT ? Au-delà du congrès, en effet, nous pensons que l'un des problèmes difficiles est de reconstruire le débat. Il y a en effet de grandes tendances au sein de la CFDT ; mais il s'agit de réintégrer tous les camarades dans le dialogue, sans exclusive.

Dans le cadre d'un tel débat, après le congrès, les vrais problèmes seront de savoir où nous en sommes de notre analyse aujourd'hui. Par exemple, dans l'immédiat, sommes-nous d'accord sur la possibilité de recréer le plein emploi ? Ou avons-nous intériorisé tout le discours libéral au point que nous pensons que le plein emploi n'est plus la perspective pendant des années et des années ? Pour notre part, la question est de rendre crédible le plein emploi et de savoir comment y aller. Cela suppose de combattre, y compris sur le terrain idéologique, le discours politique libéral : ne nous parle-t-on pas, par exemple, des « trente glorieuses »¹ comme si tout le monde alors vivait heureux ? Alors que, à la veille de 1968, le SMIG avait 50 % de retard sur les salaires moyens !

Le deuxième problème, c'est la possibilité, à l'échelon français et européen, d'ouvrir une marche vers un autre type de société : mettre en échec le capitalisme et apporter des éléments de la transition.

Yvonne Delemotte : A partir des problèmes de la crise, du chômage, des statuts, etc. et en leur apportant des réponses syndicales.

Daniel Torquéo : Oui ! Car la confédération répond à ces questions en faisant le pari qu'on aura un patronat qui jouera le jeu. Elle fait comme si ce qui se passe dans les usines n'était que des aberrations, comme s'il ne s'agissait que de quelques patrons réactionnaires qui abusent ! En réalité, c'est là rêver d'un patronat idéal qui ferait passer l'intérêt collectif avant le profit... La

confédération, par exemple, a pu écrire qu'il fallait rendre l'entreprise compétitive et faire servir les profits à des investissements d'intérêt collectif. Comment s'imaginer-t-on que vont se passer ces mécanismes de vases communicants ? Le seul moyen, c'est la fiscalité ; mais aussitôt les boucliers patronaux vont être brandis... Aucune des idées « nouvelles » de la confédération n'est réaliste : elles débouchent sur des impasses ou sur la nécessité des affrontements de classe, et donc sur les problèmes de stratégie déjà cités.

Pour un vrai débat dans la CFDT

Léon Dion : au sujet du débat interne dans la CFDT, je voudrais pour ma part reprendre un peu en arrière. Au congrès de notre fédération, à Valence, en 1983, nous avons marqué nos distances à l'égard de « Pour une autre démarche syndicale ». Mais le congrès avait nettement marqué sa volonté de mener le débat au sein de l'organisation. Je pense d'ailleurs qu'aujourd'hui nous montrons assez, au travers de notre contre-projet, que nous souhaitons un réel débat d'orientation !

Cependant, si nous en sommes arrivés à faire un contre-projet, c'est après un constat : ce ne sont pas quelques amendements au cours du congrès qui pouvaient permettre un réel débat d'orientation sur l'ensemble des problèmes posés. Ce n'est pas non plus, bien sûr, un congrès qui permet à lui seul de mener jusqu'au bout en une seule fois le débat d'orientation et de faire avancer l'organisation. Ce que nous souhaitons donc, et que nous avons dit à Edmond Maire ? Qu'il y ait place pour un véritable débat interne à la CFDT tout au long de la vie syndicale ! Et il nous semble que le fonctionnement actuel de l'organisation ne permet pas ce débat réel : le bureau national et le conseil national tels qu'ils sont ne remplissent pas ce rôle. Inventer ces formes, ces lieux, ces canaux pour le débat syndical, c'est aussi un des enjeux importants du prochain congrès.

Propos recueillis par Pierre Rème

1. Les « trente glorieuses » : expression qui désigne les trois décennies d'expansion après-guerre.

Le mouvement ouvrier britannique après la défaite des mineurs

Judith BAKER

Le 3 mars 1985, les mineurs britanniques subissaient une défaite après presque une année de grève. Les leçons de cette défaite et ses conséquences sont actuellement en débat à l'intérieur du mouvement ouvrier. Mais une chose est certaine : les enjeux, complexes, sont extrêmement importants.

Les enjeux pour le gouvernement

Réélu en juin 1983 avec 40 % des votes, le gouvernement conservateur visait à supprimer soixante-dix mille emplois dans l'industrie minière nationalisée d'ici à 1996, et à la fermeture de soixante-dix à quatre-vingt-quinze puits. L'objectif à terme du gouvernement britannique est de produire 70 % de l'électricité grâce à quelques super-puits dénationalisés, les 30 % restants étant fournis par le nucléaire (contre 12 % seulement aujourd'hui).

Cependant, le principal objectif du gouvernement, dans son offensive contre les mineurs, était plus politique qu'économique. Le ministre des Finances, Nigel Lawson, le reconnaissait ouvertement pendant la grève quand il affirmait que les gains politiques d'une victoire gouvernementale excèdent le prix économique de la grève (estimé aux environs de trois milliards de livres sterling, soit environ trente milliards de francs). Le but fondamental du gouvernement conservateur est d'écraser le pouvoir des syndicats en Grande-Bretagne. Cela est illustré par la législation du travail et la législation syndicale qui, entre autres choses, s'attaquent aux piquets de grève, déclarent illégale une action gréviste qui ne serait pas décidée par un vote à bulletins secrets, encouragent les syndicats à ne plus payer de cotisations au parti travailliste. Mais les conservateurs et la bourgeoisie ne peuvent affaiblir le mouvement syndical à travers ce seul emploi de la législation et d'un chômage massif qui érode le pouvoir de négociation des syndicats.

L'autre volet de la stratégie thatcherienne consistait à infliger une défaite au syndicat clé du pays, le syndicat des mineurs (le NUM). En 1974, le NUM avait fait tomber le gouvernement conservateur d'Edouard Heath, leçon que l'actuelle direction du parti Tory ne devait pas oublier.

Thatcher provoqua elle-même la grève des mineurs. Les faits abondent pour le démontrer. En 1978, par exemple, Nicolas Ridley, l'actuel ministre des Transports, dressa des plans pour gagner la grève du charbon, plans qui furent divulgués dans *The Economist* du 27 mai

de cette même année. Ils impliquaient la constitution de stocks de charbon, la planification d'importations de charbon, l'encouragement aux compagnies de transport routier à recruter du personnel non syndiqué, la conversion à des dérivés pétroliers de centrales au charbon, l'arrêt des allocations de Sécurité sociale pour les familles de grévistes et la mise à disposition d'unités de police dans les différentes zones pour renforcer les opérations locales de maintien de l'ordre. Prévu de longue date, toutes ces mesures devaient être mises en application pendant la grève.

En 1981, quand la popularité de Thatcher était très basse, les Charbonnages annoncèrent un programme de fermeture brutale de puits. Les stocks de charbon, à ce moment-là, étaient de 37 millions de tonnes (trois ans plus tard, ils étaient arrivés à 57 millions). Les régions du NUM engagèrent des actions grévistes, et le gouvernement conseilla la retraite aux Charbonnages. Le programme de fermetures fut hâtivement retiré. Mais en 1984, avec les résultats d'une bonne élection derrière lui, le gouvernement se sentit confiant pour provoquer la confrontation recherchée avec le syndicat des mineurs. Ian MacGregor, le nouveau dirigeant des Charbonnages (et ancien chef de l'industrie sidérurgique, où il fut responsable de la suppression de 80 000 emplois), annonça la fermeture immédiate de cinq puits et la perte de 20 000 emplois en 1984-1985. La bataille commençait.

La situation dans le mouvement ouvrier

Au commencement, le terrain était extrêmement défavorable au NUM, dans une large mesure à cause des problèmes internes au mouvement ouvrier. La direction du Trade Union Congress (TUC), la principale organisation syndicale en Grande-Bretagne avec plus de dix millions de membres, avait récemment adopté une politique de pourparlers avec le gouvernement pour essayer d'adoucir le tranchant des propositions législatives sur les syndicats (au congrès annuel de septembre 1983). Cette politique impulsée par le centre et la droite du mouvement syndical fut nommée « nouveau réalisme ». Or, dès le début de la grève, il était clair que les mineurs devraient appeler les travailleurs du rail et des transports à bloquer les mouvements de charbon ; appeler les syndicats de la sidérurgie à boycotter le charbon dans les



usines sidérurgiques et les travailleurs des centrales électriques à ne pas utiliser le charbon pour produire de l'électricité. La grève menaçait donc le néo-réalisme du TUC et exacerbait les divisions au sein de son conseil général.

Les dirigeants syndicaux dans les centrales électriques ont immédiatement appelé leurs adhérents à traverser les piquets du NUM. Le syndicat de la sidérurgie, dirigé par Bill Sirs, déclara son intention de continuer à produire de l'acier dans l'intérêt de ses membres, alors que des usines sidérurgiques étaient aussi menacées de fermeture. Il y eut peu de résistance de la part des syndicats sidérurgiques qui avaient subi de lourdes pertes d'emplois l'année précédente.

Ce coup fut très important puisqu'il alla jusqu'à la rupture de la triple alliance formée préventivement entre le NUM, les travailleurs de l'acier et les syndicats du chemin de fer pour un soutien mutuel. Le NUM se retrouvait isolé dès le commencement du conflit. La triple alliance n'avait pas été formée en vue d'une mobilisation pour sauver les emplois ; elle existait essentiellement à un niveau bureaucratique. Dans quelques localités seulement des sections de gauche essayèrent d'organiser des groupes de base de la triple alliance.

La trahison immédiate des responsables des syndicats sidérurgiques et électriciens était cependant prévisible, compte tenu de leur composition droitiste. La véritable faiblesse se trouva résider dans la soi-disant gauche du conseil général du TUC qui négligea d'organiser la lutte contre le centre et la droite et ne mena pas l'action de soutien aux mineurs.

Tout transport de charbon par rail fut arrêté pendant la durée de la grève, après que la direction gauche du syndicat du chemin de fer eut été forcée de suivre les actions de ses membres. Cependant, toute la grève durant, le gouvernement réussit à faire transporter des quantités massives de charbon par la route, dans des camions qui souvent étaient conduits par des membres du TGWU, syndicat général des transports : le plus grand syndicat de Grande-Bretagne, qui compte un million et demi de membres et qui était supposé avoir une direction de gauche.

Les leaders de ce syndicat déclaraient être en faveur d'une action de solidarité avec les mineurs et appelèrent à rassembler de l'argent pour ceux-ci. Mais ce sont eux qui, en définitive, assument une grande responsabilité dans la défaite : le TGWU organise aussi les dockers, et la plus grande tragédie de toute la grève fut l'hésitation de sa direction durant les deux grèves nationales de ces travailleurs en juillet et septembre 1984. Ces grèves se

terminèrent par l'emploi de jaunes pour décharger le charbon. Effrayée par les lois antisyndicales de Thatcher interdisant les grèves de solidarité en soutien à d'autres travailleurs, la direction du TGWU prétendit que la grève était dirigée en défense du seul droit à syndiquer les dockers, qu'elle n'était pas reliée à la grève des mineurs. La confusion jeta les syndiqués dans le désarroi et, finalement, beaucoup de régions votèrent pour le retour au travail.

Cette faiblesse des soi-disant gauches syndicales rendit plus aisée pour le TUC la préparation de la trahison, en conjonction avec Neil Kinnock, le dirigeant du Parti travailliste.

Rôles du TUC, du Parti travailliste et du PC

Kinnock fut élu dirigeant du Parti travailliste l'année précédant la grève, comme garant de l'unité de la gauche et de la droite à l'intérieur du mouvement ouvrier. Pendant la grève, il a démontré très clairement qu'il était la marionnette de la droite et du centre. Kinnock déclara que la grève menaçait les perspectives électorales du Labour Party, ce qui se révéla être faux lors des élections européennes. A ces élections, il y eut un très important retour de balancier en faveur du Labour, qui se confirma pendant et après la grève. Une victoire des mineurs aurait

Les lois antigreve de Thatcher

les conservateurs en Grande-Bretagne ne cachent pas leurs intentions : ils veulent casser les syndicats. Les gouvernements conservateurs successifs de Margaret Thatcher ont ainsi décrété plusieurs lois antisyndicales : les « employment acts » de 1980 et de 1982 et la « Trade Union Act » de 1984.

Les « employment acts » ou lois sur la mise au travail

Une grève officielle peut être déclarée illégale si elle n'est pas décidée par référendum secret (« ballot »). Quel usage fait-on de cette loi ?

Les piquets de solidarité sont interdits : on peut seulement faire piquet à son entreprise. Des piquets de solidarité et des piquets volants dans les entreprises d'un même secteur, comme dans la grève des mineurs, sont interdits. La loi est appliquée de façon brutale par l'intervention de la police coordonnée à l'échelle nationale. La violence, les arrestations et les condamnations font rage.

Le « Trade Union Act » ou loi syndicale

Cette loi veut raboter l'activité politique des syndicats. Traditionnellement, beaucoup de syndicats britanniques font partie du Labour Party. Ils ont un fonds politique, et chaque membre du syndicat paie une cotisation au parti.

La loi syndicale impose un référendum secret sur le maintien du fonds politique pour mars 1986. Si une majorité des membres est contre, le fonds politique est interdit, tout comme l'adhésion au Labour.



Assaut policier contre un piquet à Orgreave, le 29 mai 1984.

fait encore bien plus pour assurer la victoire électorale du Parti travailliste.

L'éventuelle victoire de la droite travailliste dans la trahison de la grève des mineurs ne fut pas due au manque de pression venant de la base. En fait, cette pression obligea le TUC, lors de son congrès de septembre 1984, à adopter une résolution qui, si elle avait été appliquée, aurait mené la grève à la victoire. Cette résolution incluait la revendication du non-transport du charbon, du coke ou de produits pétroliers à travers les piquets du NUM. En fait, la résolution fut habilement utilisée par la direction du TUC comme un écran de fumée derrière lequel elle continua de trahir la grève. Elle ne fut jamais sérieusement appliquée dans les localités.

Les responsables du TUC jouèrent aussi un rôle clé pour persuader le NACODS, le syndicat des contremaîtres, pour arrêter leurs menaces de grève en octobre 1984, grève qui aurait fermé complètement tous les puits. Le TUC fut aidé dans ce sabotage par les bureaucrates locaux, souvent dominés ou influencés par le PC.

En Ecosse par exemple, la direction des mineurs, dominée par le PC, avait accepté très tôt de continuer à fournir du charbon à Ravenscraig, une grande usine d'acier de la région. Ceci était fait prétendument dans l'esprit de la triple alliance, qui dans ce cas devenait le plus grand obstacle bureaucratique plutôt qu'un outil de solidarité pour les mineurs.

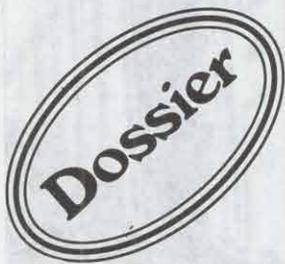
Dans la région du pays de Galles du Sud, qui finalement proposa le retour au travail contre la recommandation de Scargill, le PC est très influent. L'exécutif régional du NUM s'opposa à la mise en place de piquets dans la sidérurgie locale. Kim Howells, proche du PC sans en être membre, devint le porte-parole principal de l'exécutif régional pendant le conflit. Il déclara qu'il ne voulait pas un « Orgreave » dans le pays de Galles du Sud. En référence bien sûr aux piquets de masse d'Or-

greave, l'usine de coke dans le Yorkshire, auxquels Arthur Scargill avait appelé et qui avaient subi de violents assauts policiers. L'hebdomadaire du PC, *Focus*, déclarait que le bassin minier de Nottingham ayant refusé de rejoindre la grève, il était évident que la victoire ne pouvait être atteinte par la mobilisation. Au lieu de construire le rapport de forces, le NUM aurait dû essayer de se concilier l'opinion publique. Dans un article de *Marxism Today*, revue théorique du PC, Ted Carter estime que la direction du NUM aurait dû condamner la violence et chercher le soutien des évêques et des Eglises, qui aurait été le bienvenu. Dans les régions où il domine, le PC s'est opposé à toute action qui l'aurait mis en conflit avec la bureaucratie du TUC.

Ballot or not ?

Au lendemain de la grève, le débat fait toujours rage autour de certains problèmes clés à l'intérieur du mouvement ouvrier. Un ensemble de courants, incluant les partisans de l'ancienne gauche à l'intérieur du Parti travailliste et l'aile eurocommuniste du PC aujourd'hui ascendante, cherchent à condamner la direction Scargill à cause de la défaite de la grève. Ces forces concentrent leurs critiques sur le problème du référendum national secret (« le ballot ») et imputent l'échec de la grève à la non-organisation d'un tel vote par la direction du NUM, qui a néanmoins permis un vote public région par région. Selon ces courants, l'organisation d'un vote national aurait mis en lumière l'importance de régions comme Nottingham, Leicester et Derbyshire Sud qui refusèrent la grève.

Il est important de comprendre la raison du nombre de jaunes pendant la grève (sur un syndicat de 180 000 membres, environ 147 000 étaient en grève). Les mi-



neurs de Nottinghamshire furent partiellement convaincus par les arguments des Charbonnages et des médias, selon lesquels leurs emplois n'étaient pas menacés. Placés sous l'autorité d'une direction régionale droitiste traditionnelle, ces mineurs n'auraient pas été convaincus par un appel à un référendum national. Seule une direction capable de décider avait quelque chance de parvenir à ce résultat.

La direction du NUM répondait correctement qu'une région comme celle de Nottingham ne devait pas empêcher les autres régions de lutter pour leur emploi. Au lieu du système grossièrement antidémocratique du vote secret (où les syndiqués votent isolément et sont sujets à la pression des médias), le NUM employa la méthode d'une conférence nationale de délégués à chaque tournant important de la grève.

De plus, la législation syndicale du gouvernement, qui était passée au Parlement en septembre 1984, rendait en fait illégale une grève qui n'aurait pas été décidée au préalable par un vote secret dans l'ensemble d'une industrie. Cela créait une situation où, par exemple dans l'automobile, si une section voulait faire grève, un vote secret devrait avoir lieu dans toute la branche du syndicat de cette industrie. Il était donc absolument correct de la part de Scargill de résister à la pression en faveur d'un référendum national secret.

Contre Scargill et sur cette question se rangèrent non seulement Kinnock et la direction du TUC, mais aussi le LCC (Comité de coordination travailliste, groupe de gauche formé auparavant à l'intérieur du parti, qui fit campagne pour Tony Benn comme leader du parti lors du congrès de 1981), le PC, la tendance du Militant. Lors du récent congrès annuel des Jeunesses socialistes, dominées par cette tendance, une violente attaque fut lancée contre le refus d'organiser un vote national secret des mineurs. Ted Grant, dirigeant du Militant, attaqua Scargill pour avoir manqué de confiance dans la classe ouvrière !

Ceci est une question importante, car elle conduit à d'autres critiques de la direction Scargill qui sont tout aussi erronées. Dans un article du *New Statesman*, Nigel Williamson, rédacteur en chef de *Tribune*, anciennement le journal de l'aile gauche parlementaire du Parti travailliste, condamna l'envoi des piquets dans la région de Nottingham. Il rejoint ainsi la bureaucratie du TUC, hostile aux piquets de masse. Selon lui, Scargill aurait dû condamner les violences des piquets, l'implication étant que les violences étaient la conséquence inévitable de l'envoi de ces piquets et non celui des provocations policières. Bien entendu, la logique ultime de cette

orientation conduit à la conclusion que la grève n'aurait jamais dû être appelée.

Cela concorde habilement avec la perspective de Kinnock pour le Parti travailliste et le mouvement ouvrier : la grève était selon lui vouée à l'échec et, plutôt que de lutter maintenant, les mineurs auraient dû attendre l'issue des prochaines élections générales. Telle est la vision de Kinnock, qui pense que les problèmes peuvent être résolus en créant un nouveau visage du parti à travers une habile campagne d'avertissement.

Au lendemain de la grève et dans les débats qui vont se dérouler dans le mouvement ouvrier britannique et international, nous devons rejeter catégoriquement la notion selon laquelle la défaite était inévitable. Dans son suivi du conflit, le journal *Socialist Action*, organe des marxistes-révolutionnaires à l'intérieur du Parti travailliste, mit en avant la perspective suivante pour la gauche : chercher à s'organiser sous la bannière de Scargill et de Benn pour mettre en échec la politique de trahison de la droite. Pourtant, cela ne s'est pas développé systématiquement. Pendant la grève, un débat fut ouvert sur la question de la grève générale, quand Tony Benn fut ouvertement attaqué par les médias pour avoir proposé un tel appel. En réalité, une grève générale ne fut jamais réellement à l'ordre du jour, à cause du rapport de forces à l'intérieur du mouvement ouvrier dès le début de la grève. Il est néanmoins évident que les premiers pas dans une telle direction étaient les actions de solidarité développées par les dockers, les travailleurs des transports, ceux des centrales électriques. C'était le chemin pour vaincre.

Les conservateurs furent indubitablement capables d'unifier leur parti et la bourgeoisie derrière leur conduite du conflit. Il y avait des divisions à l'intérieur du Parti conservateur et encore plus profondément à l'intérieur de la classe dirigeante sur des problèmes comme celui du chômage (les conservateurs surnommés « mouillés » ont peur de la création d'une situation explosive dans le pays). Mais en général, la grève des mineurs a été comprise dans la bourgeoisie comme une victoire. Le journal *The Economist* du 9 mars 1985 estimait cependant que le mouvement ouvrier n'avait pas encore été écrasé et il recommandait au gouvernement de ne pas pavoiser.

Il reste à celui-ci à développer la législation anti-syndicale et à s'attaquer aux salaires. Selon *The Economist*, les salaires n'ont pas été suffisamment baissés pour permettre à l'économie britannique de retrouver la compétitivité internationale. Il va falloir les réduire de 20 à 25 %. Ainsi, la défaite des mineurs n'est qu'un pas sur la route du gouvernement conservateur. Pendant la grève, le gouvernement a dû remettre à plus tard la bataille avec d'autres secteurs, les travailleurs des chemins de fer et des postes par exemple. Il est maintenant devant ces confrontations.

La victoire sur les mineurs n'est pas assimilable à celle des Malouines, qui permit à Thatcher d'enregistrer des résultats satisfaisants pour elle aux élections de 1983. Les sondages récents montrent une remontée des travaillistes dans l'opinion et les conservateurs n'attendent pas de bons résultats des élections municipales du 2 mai.

Le véritable « ennemi intérieur »

La grève a laissé le gouvernement exposé sur ses

flancs, sans pour autant anéantir la volonté de lutte des travailleurs britanniques, comme le montrent les actuelles grèves des postiers et des professeurs. Thatcher a qualifié le syndicat des mineurs d'« ennemi intérieur ». Mais la grève, en polarisant la société, a aussi révélé l'existence d'un ennemi intérieur au mouvement syndical : la droite et le centre de ce mouvement, qui ont joué le jeu du gouvernement et constituent aujourd'hui un élément essentiel pour la réalisation de ses projets.

Jusqu'à maintenant, la droite et le centre du mouvement ouvrier britannique ont assez bien joué ce rôle, avec l'aide de gens qui étaient auparavant classés à gauche. Peu après la fin du conflit des mineurs, le gouvernement choisit d'appliquer au syndicat des fonctionnaires (CPSA) la nouvelle législation qui oblige à organiser un référendum secret avant de lancer une grève. Ce choix n'était pas innocent puisque le CPSA, s'il est doté d'un comité exécutif de gauche, est présidé par un homme de la droite, d'où sa vulnérabilité particulière. Par crainte de poursuites légales, le CPSA annula une grève de vingt-quatre heures prévue le 10 avril dernier.

Plus récemment, le TGWU (syndicat des transports) subissait une longue attaque des médias qui dénonçaient un bourrage d'urne lors de l'élection de son président... qui se trouvait appartenir à la gauche. Les élections doivent d'ailleurs être refaites. Il s'est trouvé des gens comme Frank Chapple, ancien président de gauche du syndicat des électriciens et aujourd'hui élevé à la dignité de Lord par la Couronne, ainsi que Terry Duffy, leader du syndicat de la métallurgie, pour soutenir avec beaucoup d'enthousiasme cette campagne de presse contre la gauche. Eric Hammond, du syndicat de l'électricité, devrait assurément accéder à son tour à la chambre des Lords, son syndicat ayant récemment conclu un surnommé « accord sans grève » avec une firme japonaise qui vient de s'établir dans le pays de Galles du Sud. Ce sont là les moyens par lesquels Thatcher peut commencer à cueillir les fruits de sa victoire contre les mineurs.

Les développements dans le syndicat des mineurs depuis la fin de la grève sont contradictoires. Une majorité de syndiqués s'est prononcée contre la cotisation individuelle de cinquante pence en solidarité avec les mineurs licenciés ou emprisonnés. Cependant, comme l'a écrit *The Miner*, le journal du syndicat, beaucoup de mineurs ont rejeté cette proposition parce qu'ils croyaient qu'elle bloquerait une véritable campagne pour la réintégration des hommes licenciés. Les élections régionales et locales au sein du NUM ont en général été favorables à la gauche, et les mineurs, comme les autres secteurs de la classe ouvrière l'ont montré depuis la fin de la grève, n'ont pas été brisés.

Les forces qui évoluent vers la droite dans le Parti travailliste et les syndicats omettent, quand elles font le bilan de la grève, de porter attention à ce qui constitue l'un de ses acquis majeurs : l'expérience profonde qui marque le mouvement ouvrier dans son ensemble. Même quand la grève a pris fin, la direction du NUM a refusé de signer tout accord de capitulation, qui lui aurait lié les mains ultérieurement. Le refus des fermetures de puits pour raison économique, revendication centrale de la grève, a eu pour effet de dénoncer la nature de l'offensive capitaliste contre les travailleurs. En effet, cette revendication rejette l'idée selon laquelle les travailleurs doivent payer la crise. La direction scargilliste se montra intraitable sur cette question, et c'est cette détermination qui lui a permis de construire un soutien de base massif autour de la grève.



Arthur Scargill s'adresse à un piquet du NUM, à l'extérieur du congrès du TUC, le 3 septembre 1984, à Brighton.

Des centaines de milliers de femmes, de jeunes et de militants syndicaux de base ont participé à quatre cents comités de soutien et autres organismes à travers le pays. Des liens aux plans local et régional ont été tissés entre les syndicats et le Parti travailliste. La plupart des comités de soutien furent créés à l'initiative de militants du parti. Cette activité a bousculé quelque peu les conceptions traditionnelles du syndicalisme britannique, selon lesquelles les syndicats doivent être actifs sur les questions économiques, le parti se consacrant aux questions politiques, c'est-à-dire les élections.

Pour « *Un gouvernement aussi loyal à la classe ouvrière que Thatcher l'est à sa propre classe* ». Ce slogan de Scargill a connu une large résonance en Grande-Bretagne. Le président du NUM évoquait ici un gouvernement dirigé par Tony Benn, le leader de la gauche travailliste.

Le développement le plus significatif pendant la grève fut peut-être le mouvement des femmes de mineurs, qui s'est constitué depuis en organisation liée au NUM. Les femmes de mineurs étaient directement inspirées par la façon de s'organiser des femmes de Greenham Common et beaucoup d'entre elles ont visité le « camp de la paix », dont elles recevaient le soutien. Elles ont fait le lien entre les luttes contre le nucléaire civil et militaire, qu'exprimait le slogan « Miners not missiles ». L'activité des femmes de mineurs a fait beaucoup pour recomposer le mouvement féministe en Grande-Bretagne, qui avait subi une grave crise de perspective face aux attaques des conservateurs.

Le mouvement des femmes de mineurs a aussi mis en cause les idées traditionnelles du mouvement travailliste sur le rôle des femmes dans les luttes. De nombreux leaders du NUM ont déclaré que la grève n'aurait pu tenir sans le soutien des femmes. Un soutien qu'il ne faut pas réduire à l'organisation du ravitaillement : c'est le

Dossier

rôle politique et indépendant des femmes dans la lutte qui a le plus pesé. Pendant toute la grève, les femmes ont lutté pour le droit de s'organiser séparément et de participer à toutes les activités, y compris les piquets. Dans de très nombreuses régions, les piquets étaient composés uniquement de femmes de mineurs.

Autre remise en cause des idées traditionnelles : la façon dont les mouvements divers des opprimés, femmes, Noirs, homosexuels, se sont regroupés autour de la grève. Une conférence réunit en septembre 1984 deux mille personnes de ces différents mouvements, venues discuter des étapes suivantes de la grève. La réponse du NUM à ce soutien fut de se lier aux luttes menées par ces secteurs. Au congrès du parti travailliste, par exemple, le NUM fut le seul syndicat industriel important à soutenir la revendication d'auto-organisation des Noirs dans le parti. De même le NUM s'est-il solidarisé avec la campagne pour les droits des homosexuels dans le Parti travailliste.

Le scargillisme

Ainsi le terme « scargillisme » a-t-il pris, tout au long de la grève, une signification spécifique : il exprime à la fois le soutien à la lutte des opprimés et le besoin d'une direction qui veut lutter sur un programme incluant les revendications portées par les différents secteurs des opprimés. D'où l'importance du mot d'ordre « *Scargillise the labor movement* » (« scargilliser » le mouvement ouvrier, en quelque sorte) que *Socialist Action* a lancé et popularisé pendant la grève.

Avec tant de mineurs en prison (il y en a encore cent cinquante en ce moment) et tant de policiers dans les petits villages des bassins, beaucoup de mineurs et leurs familles comprennent maintenant le rôle de la police et des tribunaux ; beaucoup comprennent aussi ce que signifie vivre dans les ghettos catholiques d'Irlande du Nord et la répression quotidienne qu'y exerce l'Etat britannique. Bien que le mouvement ouvrier britannique soit traditionnellement très faible sur la question irlandaise, celle-ci fut beaucoup discutée pendant la grève.

L'ampleur de la solidarité internationale au contribué à remettre en cause les attitudes traditionnellement isolationnistes du mouvement ouvrier. Le soutien qui arrivait n'était pas seulement financier, mais aussi d'action. En Australie par exemple, tout mouvement de charbon fut bloqué pendant la grève. En Hollande et en Belgique, des travailleurs de la base ont beaucoup lutté, avec les

directions de leurs syndicats, pour le boycott du charbon (qu'ils n'obtinrent qu'à la fin de la grève). La solidarité exprimée par Solidarnosc, quand Jaruzelski doublait les exportations de charbon vers la Grande-Bretagne, a contribué à modifier le sentiment généralement répandu dans le mouvement ouvrier britannique — y compris dans le NUM — à l'égard du mouvement des ouvriers polonais. Celui-ci était jusqu'alors perçu essentiellement à partir du soutien hypocrite et bruyant que leur apportent Thatcher et Reagan.

La grève a démontré que la direction Scargill et Benn représente le premier pas vers une direction lutte de classe. Elle doit maintenant organiser la lutte contre la droite et les notables de la gauche qui s'orientent vers la droite au sein du mouvement travailliste ; combattre le gouvernement conservateur sur ses points faibles.

En effet, la grève des mineurs a divisé le mouvement ouvrier de la tête jusqu'à la base. Il y avait d'un côté le TUC et Neil Kinnock ; de l'autre Arthur Scargill et Tony Benn. La direction du NUM était la seule force résolue à gagner la grève. On n'a jamais vu dans le mouvement ouvrier britannique quelque chose qui ressemble à la direction Scargill-Benn depuis la grève générale de 1926. Bien que Scargill n'ait jamais rompu complètement avec la bureaucratie syndicale, il a toujours pris une position lutte de classe et, de cette manière, il a été capable de regrouper les forces combattives à la base.

De nombreuses femmes de mineurs et leurs maris ont tiré leurs propres conclusions de la grève et ont adhéré au Parti travailliste depuis la grève (le nombre des membres du parti a crû de 8 % en un an). Le but des mineurs et de leurs supporters est d'entrer dans le parti pour y lutter contre la politique de Kinnock.

Les débats autour de la grève ont poussé à des initiatives nouvelles. Ainsi, Tony Benn et d'autres députés regroupés dans le « Campaign group » ont, lors d'une action significative, écrit un document qui demande la sortie de l'OTAN (question que la gauche n'avait jamais abordée auparavant). Le même groupe de députés a lancé un appel à la gauche du parti pour qu'elle s'organise dans des « Campaign groups » de base. L'association des femmes de mineurs a adressé au congrès des femmes travaillistes une résolution demandant le droit de s'affilier au parti comme organisation. Il est très important que la gauche s'organise de cette façon et que les mineurs et leurs femmes mènent eux-mêmes ce processus.

Ce sont là des indices qui montrent que la combativité de la classe ouvrière n'a pas été cassée et qu'une perspective peut être élaborée. Ni défaite ni victoire ne sont inévitables dans la lutte de classe. Les forces et les faiblesses de la direction Benn-Scargill seront soumises à des tests sévères dans les mois qui viennent. Si la gauche n'est pas organisée pour lutter contre la droite et les anciens courants de gauche qui la rejoignent, le gouvernement Thatcher aura alors remporté et confirmé une vraie victoire.

Les mineurs ont montré pendant presque un an de grève qu'il est possible de lutter, de trouver le soutien, mais qu'il est nécessaire de construire une direction du mouvement qui se montre prête à combattre. Telle est la leçon décisive de cette grève.

● Nos lecteurs pourront se référer à un précédent dossier de Critique communiste n° 34, octobre 1984. Consacré à la grève des mineurs, il est suivi d'une annexe sur la grève générale de 1926 en Grande-Bretagne.

Historique de la grève

31 octobre 1983 : les mineurs refusent de faire des heures supplémentaires ; ils veulent ainsi protester contre les fermetures et de trop faibles augmentations de salaire (5,2 %).

5 mars 1984 : la grève commence à la mine de Cortonwood.

6 mars : le Conseil charbonnier (NCB) rend public son plan de réduction de capacités de quatre millions de tonnes. Le NUM du Yorkshire appelle à la grève dans la région, encouragé en cela par les résultats du référendum de 1981.

12 mars : la moitié des puits sont paralysés.

14 mars : la police de Nottingham demande un soutien national. Le nouveau centre national mobilise 8 000 hommes, sur la moitié des 43 corps de police du pays.

19 mars : piquets de masse à 27 mines du Nottinghamshire, présence policière massive, les piquets sont contenus aux frontières de la province.

29 mars : les syndicats du transport appellent au boycott du transport du charbon.

23 avril : un congrès extraordinaire du NUM appelle à la grève générale et modifie les statuts : 51 % des voix suffisent dorénavant (au lieu de 55 %) pour décréter la grève.

23 mai : premières négociations entre le NUM et le NCB. Echec.

25 mai : un piquet de masse essaie d'empêcher le départ du coke de la cokerie d'Orgreave. Les mineurs au travail de Nottingham reçoivent d'un tribunal le droit au travail.

8-13 juin : deuxième négociation. Echec.

Le NCB fait des concessions, sauf sur la question centrale : les mines non rentables.

18 juin : « Battle of Orgreave », la bataille d'Orgreave : un piquet de 7 000 grévistes affronte 2 500 policiers en armes.

8 juillet : grève nationale des dockers (jusqu'au 21 juillet).

11-12 juillet : le congrès statutaire annuel du NUM confirme la grève et les revendications.

Début juillet : fondation d'un comité des mineurs qui veulent travailler. Il engagera des procès contre le NUM. Le comité exécutif national du Labour Party décide une campagne de solidarité nationale avec initiatives régionales. La proposition de Benn d'une journée nationale d'action n'est pas mise au vote.

31 juillet : le NUM du pays de Galles du Sud est condamné à une amende de 50 000 livres pour non respect de l'interdiction de piquets, et ses fonds sont mis sous séquestre.

Fin août : trois semaines de grève des dockers contre le travail des jaunes pour l'aciérie de Ravenscraig (fin le 18 septembre).

3 septembre : le congrès du TUC décrète le boycott du transport du charbon et du mazout de substitution.

12 septembre : le syndicat des contremaitres, le NACODS, menace de déclencher une grève (82 % des affiliés sont pour). Revendications : le salaire doit être payé même aux travailleurs qui n'essaient pas de franchir les piquets ; une nouvelle procédure pour les fermetures de puits (proposition du ministre de l'Energie du cabinet fantôme du Labour, Orme).

1^{er} octobre : le congrès du Labour (Parti travailliste) adopte à une écrasante majorité une motion de solidarité avec le NUM. Kinnock, président du parti, n'en continue pas moins à condamner la violence des piquets.

10 octobre : le NUM est condamné à une amende de 200 000 livres pour offense au tribunal. Début d'une longue série de mesures du tribunal, qui saisira les fonds du NUM.

16 octobre : des négociations, dirigées par la commission officielle de conciliation, l'ACAS, échouent. Le TUC pousse à un compromis.

17 octobre : le NACODS dépose un préavis de grève pour le 25 octobre.

25 octobre : le NACODS annule la grève car le NCB cède sur ses revendications.

26 octobre : le NUM rejette l'accord NACODS. Le tribunal décide la saisie de tous les fonds du NUM.

Début novembre : nouvelles négociations NUM-NCB. Nouvel échec « définitif ». Le NCB lance son « offre de Noël » : 14 000 francs à ceux qui reprennent le travail avant Noël.

5 novembre : un congrès extraordinaire du NUM décide de continuer la grève, de refuser toute collaboration aux saisies et autres mesures judiciaires, et de lancer une campagne publique en faveur de la grève.

6 novembre : ouverture de l'année parlementaire ; Thatcher appelle les mineurs à reprendre le travail sur la base de l'accord NACODS.

28 novembre : le TUC veut des négociations avec le gouvernement.

30 novembre : le tribunal désigne un curateur pour les fonds du NUM (6,8 millions de livres).

3 décembre : un congrès extraordinaire du NUM vote la motion suivante, par 139 voix contre 80 : protestation contre la désignation du curateur, refus de payer quelque amende que ce soit, pas de concessions aux jugements du tribunal, pas de collaboration aux procédures de saisie, appel au TUC pour des grèves, pas de fermetures de mines.

12 décembre : le NUM du Nottinghamshire met les premiers pas sur la voie de la rupture avec le NUM national.

7 janvier 1985 : le NCB examine de nouvelles propositions financières pour convaincre des mineurs de retourner individuellement au travail (premier jour après les vacances de Noël).

17 janvier : grève partielle des chemins de fer. Réussie.

21 janvier : le gouvernement ne veut pas de négociations entre le NUM et le NCB, sauf si le principe de non-rentabilité de certaines mines est accepté.

24 janvier : la direction du NUM étudie un projet d'accord, après des contacts informels.

1^{er} février : nouvelle rupture des négociations. Le NCB mène campagne pour la reprise du travail.

15 février : nouvel échec des négociations.

19 février : le TUC a des contacts avec Thatcher et le ministre de l'Energie. On élabore un compromis.

20 février : le NUM rejette le compromis du TUC.

3 mars : un congrès extraordinaire du NUM décide la reprise du travail dans l'ordre le 5 mars.

5 mars : reprise du travail, mais en Ecosse et dans le Kent on continue la grève pour l'amnistie des 726 mineurs licenciés pour faits de grève.

Désindustrialisation sauvage

Michel DUPONT

A entendre certains, les mineurs britanniques seraient des passésistes indécrottables, voire des réactionnaires viscéralement opposés au progrès : puisque les mines de charbon ne sont plus rentables et que le charbon lui-même est un combustible du passé, il serait absurde de chercher à poursuivre indéfiniment l'extraction, à n'importe quel coût. Ce serait gaspiller des ressources en capital et en hommes qui pourraient fort bien être utilisées dans d'autres secteurs plus prometteurs.

Le cadre de pensée à l'intérieur duquel se placent ces apôtres inconditionnels du « modernisme » est clairement le libéralisme économique. Ses arguments sont frappés au coin du bon sens de l'idéologie dominante : puisque le charbon est moins cher ailleurs (en Pologne... ou en Afrique du Sud), pourquoi continuer à le produire en Grande-Bretagne ou en France ? Nous reviendrons en conclusion sur ces fausses évidences qui fondent le démantèlement des industries lourdes traditionnelles en Europe. Il faut d'abord voir pourquoi, massivement et sans l'ombre d'un doute, les mineurs britanniques ont eu raison de s'opposer aux vingt mille suppressions d'emplois : jamais le gouvernement Thatcher n'a pu sérieusement montrer que sa politique amènerait une seule création nette d'emploi permettant d'espérer la moindre reconversion des licenciés pour les années à venir. La force et le désespoir des mineurs proviennent en grande partie de la conscience de cette impasse qui porte un nom : désindustrialisation.

Le poids d'un passé « glorieux »

De par sa position de première puissance mondiale au XIX^e siècle, la Grande-Bretagne a hérité de caractéristiques qui pèsent de plus en plus lourd sur ses épaules. Le système financier est hypertrophié. Le rôle de la City et des banques britanniques sur le marché financier international paraît sans commune mesure avec le poids économique réel du pays dans les échanges mondiaux de marchandises. La puissance des compagnies d'assurances maritimes et internationales britanniques reste colossale. La rapidité traditionnelle des capitalistes anglais à exporter leurs capitaux en fonction des opportunités à saisir s'est étendue de leur antique zone coloniale (le Commonwealth) à l'ensemble des pays capitalistes, y compris développés.

Cette ouverture systématique sur le grand large ne posait aucun problème tant que l'industrie britannique

bénéficiait d'une supériorité absolue sur tous ses concurrents. Elle permettait de profiter d'approvisionnements à bon marché en matières premières ou en produits semi-finis qui, après transformation, étaient exportés à nouveau avec de confortables bénéfices.

La décadence de l'industrie britannique engagée après la Deuxième Guerre mondiale change tout. La part des biens manufacturés britanniques dans le commerce mondial était de 25 % en 1950. Elle tombe à 10 % en 1970. Durant les années cinquante et soixante, la croissance économique a été la plus faible des pays industrialisés (2,8 % par an, contre 5,7 % en France et 10 % au Japon). L'investissement et la productivité ont stagné. La nécessité de défendre le cours de la livre sterling (pour garantir la puissance financière du pays) a conduit les gouvernements à mener des politiques restrictives qui accentuaient les blocages. Le graphique ci-contre montre que la production industrielle de la Grande-Bretagne n'a augmenté que de 12 % entre 1970 et 1984, contre 33 % en France, 53 % aux Etats-Unis et 79 % au Japon.

Des auteurs britanniques écrivent : « *L'industrie de transformation qui, à son apogée en 1966, employait 8,4 millions de travailleurs, ne fournit plus de travail qu'à 5,5 millions de personnes en octobre 1983, soit une perte de 34,5 % en dix-sept ans. Ce recul est sans égal dans le monde. Il s'est produit pour moitié depuis 1979, date depuis laquelle l'industrie britannique de transformation a perdu 1,5 million d'emplois.* »

Appliquée à une industrie malade, la politique monétariste de Thatcher a eu les effets d'un cyclone sur un château de cartes.

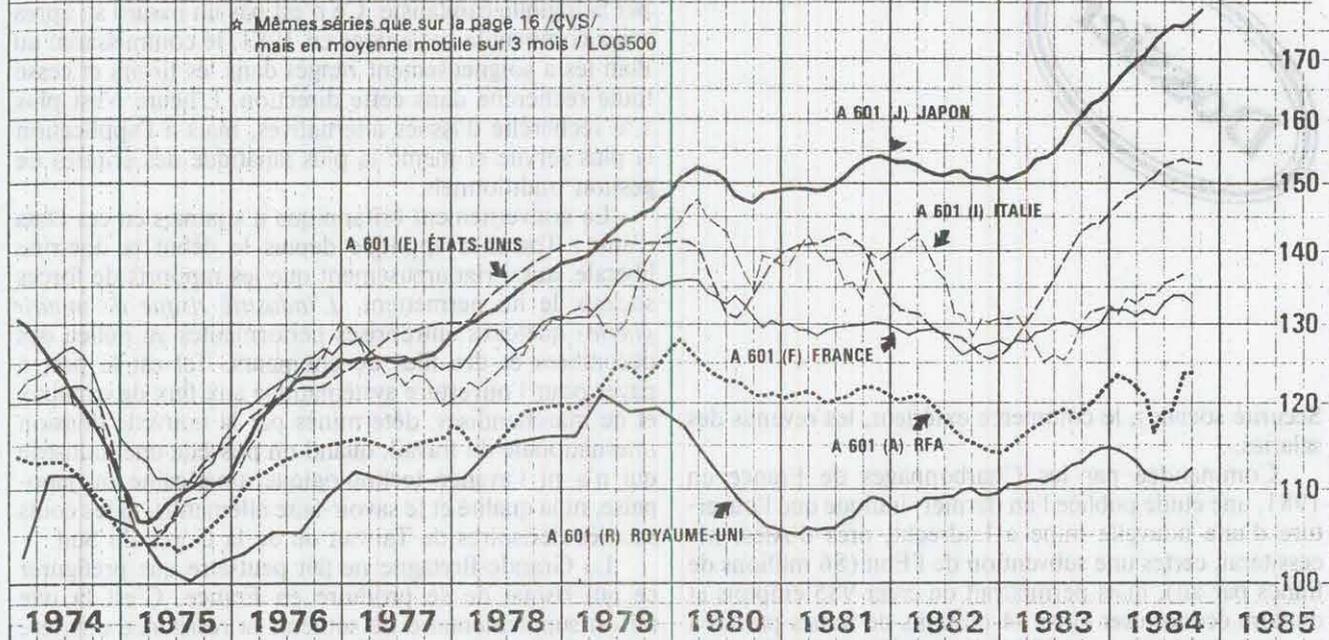
Ravages du thatchérisme

La politique libérale de Thatcher retira à des pans entiers de l'industrie britannique les béquilles qui les maintenaient encore debout. L'automobile (British Leyland, Triumph, etc.), la sidérurgie, le charbon ont subi des cures d'amaigrissement draconiennes. L'emploi dans la métallurgie et l'industrie mécanique a diminué de plus d'un tiers depuis 1979.

Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme britannique, le solde des échanges de biens manufacturés est devenu négatif en 1983 : la Grande-Bretagne a plus importé de produits industriels qu'elle n'en a exporté. Le pays a réussi à maintenir un équilibre de la balance des paiements grâce au pétrole de la mer du Nord et à

La production industrielle depuis 1974

* Mêmes séries que sur la page 16 /CVS/
mais en moyenne mobile sur 3 mois / LOG500



l'excédent de la balance des services. Mais ces deux points forts s'affaiblissent rapidement, et ils n'ont pas suffi l'année dernière à compenser les achats de denrées alimentaires et de matières premières. En outre, jusqu'en 1983, les bénéfices du pétrole ont contribué à faire grimper la livre sterling par rapport à toutes les monnaies (sauf le dollar), rendant moins chères les importations. Ceci a encore contribué à accélérer la ruine de l'industrie.

Les services étaient traditionnellement créateurs d'emplois. Ce n'est plus vrai depuis que le gouvernement sabre systématiquement dans les dépenses publiques et réduit le nombre de fonctionnaires. 500 000 emplois ont disparu dans le secteur tertiaire depuis 1979. Seules la banque et la finance ont accru leurs effectifs, de... 2 %.

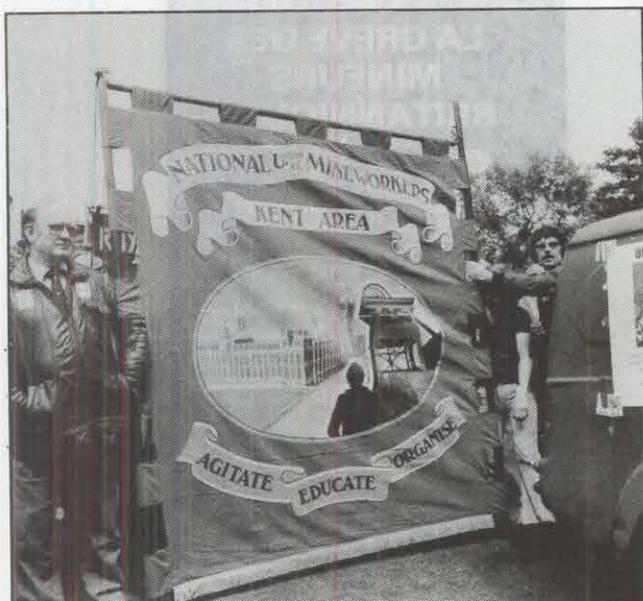
Il y a aujourd'hui 3 200 000 chômeurs officiels, et les instituts de prévision sont unanimes à en annoncer plus de quatre millions à l'horizon 1989. Les multinationales britanniques ont accéléré leur redéploiement à l'extérieur du pays. Ainsi les industries électriques et électroniques ont-elles créé 32 600 emplois à l'étranger, mais supprimé 42 000 à l'intérieur. Dans quelque direction que l'on se tourne, industries traditionnelles ou de pointe, commerce, services ou fonction publique, de nouveaux licenciements sont partout, encore et toujours, en perspective. Et l'on voudrait faire passer les mineurs pour des ringards accrochés à leur statut et incapables d'évoluer ! Et l'on a voulu les accuser de faire une grève « politique », comme s'ils n'étaient pas en état de légitime défense face à un gouvernement aussi obstiné à vider l'économie de sa substance !

Le charbon, une aberration économique ?

Dans la logique libérale, il est aberrant de maintenir une production non rentable grâce à des subventions : mieux vaut reconvertir les ressources immobilisées dans

des activités dynamiques et rentables. Lesquelles ? Un peu de patience, voyons, nous sommes dans une phase de mutation, demain tout ira mieux...

A l'opposé de cette pseudo-rationalité économique existent des instruments de calcul qui peuvent servir à poser les problèmes de façon nouvelle, et par là même à suggérer de nouvelles réponses. Ainsi, la *méthode des effets*, mise au point par les économistes du développement pour sélectionner les projets d'investissement dans les pays du tiers monde, peut parfaitement s'appliquer à la situation de nos pays. La méthode ne consiste pas seulement à comparer la rentabilité financière de deux projets (dans le cas qui nous intéresse ici : le maintien de l'exploitation des puits ou leur fermeture), mais l'ensemble des conséquences de chaque projet sur l'activité économique, le chômage, les finances publiques (Etat et



Dossier

Sécurité sociale), le commerce extérieur, les revenus des salariés...

Commandée par les Charbonnages de France en 1981, une étude publiée l'an dernier² indique que l'ouverture d'une nouvelle mine à Ladrecht, près d'Alès, nécessiterait certes une subvention de l'Etat (86 millions de francs par an), mais permettrait de créer 985 emplois et de faire économiser ainsi 34 millions de francs par an à la caisse de chômage et 30 millions de francs à la Sécurité sociale (cotisations versées par les mineurs embauchés). Le coût global réel pour les finances publiques serait de 22 millions de francs. Une autre étude sur l'extension de l'extraction à la Houve, en Lorraine, indique une création nette de 1 609 emplois, sans aucune subvention, qui ferait économiser 38 millions de francs à la caisse de chômage et 43 millions à la Sécurité sociale. La valeur ajoutée nouvelle créée par ce projet serait de 437 millions.

L'intérêt considérable de ces travaux est d'opposer aux discours vagues et généraux sur la « modernisation » et la « priorité à l'avenir » des projets concrets dont les effets sont clairement délimités. Face aux modèles macro-économiques très abstraits, teintés de technocratie et surtout fort peu précis sur les modalités con-

crètes de réalisation des scénarios proposés, ces méthodes apportent la preuve qu'il est possible, dès maintenant, de créer et de maintenir des emplois condamnés par la logique capitaliste. Ce n'est pas un hasard si, après avoir commandé ces études en 1981, le commissariat au Plan les a soigneusement rangés dans les tiroirs et cesse toute recherche dans cette direction. L'heure n'est plus à la recherche d'issues alternatives, mais à l'application la plus servile et même la plus fanatique des critères de gestion traditionnels.

Le gouvernement britannique n'a jamais eu ces états d'âme : Thatcher applique depuis le début la doctrine libérale, aussi rigoureusement que les rapports de forces sociaux le lui permettent. *L'industrie risque de mourir guérie* : quelques entreprises performantes au milieu des décombres et des files de chômeurs. Tel est le prix à payer pour l'ouverture systématique aux flux de capitaux et de marchandises, déterminés par la nouvelle division internationale du travail, quand on possède une industrie qui n'a ni l'avance technologique américaine ou japonaise, ni la qualité et le savoir-faire allemands, ni les coûts salariaux dérisoires de Taiwan ou de la Corée du Sud.

La Grande-Bretagne ne fait peut-être que préfigurer ce qui risque de se produire en France. C'est là une raison supplémentaire de soutenir la résistance ouvrière outre-Manche à la « modernisation » capitaliste, cette « destruction créatrice »³ qui oublie de créer.

1. In « *Restructuration économique : l'expérience britannique* ». D. Rose, C. Vogler, G. Marshall et H. Newby (université d'Essex). Traduit dans le n° 1912 de *Problèmes économiques*, la Documentation française, 20 février 1985, sous le titre : « *La désindustrialisation en Grande-Bretagne et ses interprétations* ».

2. « *Le charbon de Ladrecht. Une problématique de sélection des projets* ». J.-H. Moulignat, *Etudes pour le développement, SEDES*, juin 1984. L'ensemble du numéro de la revue, consacré au calcul économique alternatif, vaut d'être lu.

3. Formule célèbre de l'économiste autrichien Schumpeter pour caractériser l'innovation.

LA GREVE DES MINEURS BRITANNIQUES
5 mars 1984 - 5 mars 1985



une année de lutte ouvrière héroïque

Ida Dequecker

Cahier POS n° 3

POS PARTI OUVRIER SOCIALISTE

Une brochure publiée par nos camarades de Belgique Disponible à La Brèche

Lutte ouvrière et le Nicaragua

Michel THOMAS

Voilà bientôt six ans, les révolutionnaires sandinistes prenaient le pouvoir à Managua, à la tête d'une longue et sanglante insurrection populaire contre la tyrannie de Somoza. La révolution sandiniste a depuis réussi à tenir et à s'approfondir, face à une guerre totale lancée par la contra et téléguidée par Washington. Les menaces s'accumulent aujourd'hui sur cette révolution. Cette situation dramatique requiert la solidarité totale et sans réserve des révolutionnaires à travers le monde. Telle n'est malheureusement pas l'attitude adoptée par LO, qui semble tabler sur une défaite future dont elle attribue à l'avance la responsabilité au FSLN. « *Nous souhaitons de tout cœur que les ouvriers, les paysans, la population pauvre que les dirigeants sandinistes ont engagés dans une voie si dangereuse, trouvent des raisons de se battre pour défendre le régime contre l'agression impérialiste.* » Ces mots viennent en conclusion d'une brochure de LO sur le Nicaragua¹.

Une République espagnole-bis ?

Dans cette brochure, LO établit un parallèle historique : « *Ce ne serait malheureusement pas la première fois dans l'histoire. C'est, par exemple, cette même politique d'alliance à tout prix avec la bourgeoisie nationale qui a mené, avant-guerre, à l'écrasement de la révolution espagnole. Les dirigeants de la classe ouvrière voulaient d'abord gagner la guerre contre Franco en rassemblant toutes les forces anti-franquistes, y compris les bourgeois, y compris les propriétaires fonciers, avant de faire la révolution. Et bien, ils n'ont réussi qu'à briser l'élan révolutionnaire des masses, à ôter aux ouvriers des villes et des campagnes toute raison de se battre, et ont permis à l'armée franquiste de vaincre.* »

Puisque LO, dans cette brochure, saisit le Frente popular et la guerre civile espagnole comme lunettes pour déchiffrer à distance les événements du Nicaragua, confrontons cette grille de lecture aux développements révolutionnaires présents. En juillet 1936, l'avant-garde du prolétariat espagnol prit l'initiative de la riposte au putsch de Franco. Il en est résulté une situation de double pouvoir entre les milices ouvrières d'une part, le gouvernement républicain bourgeois d'autre part, auquel participaient les organisations ouvrières. Ce double pouvoir prit fin lors des journées de mai 1937 à Barcelone, qui virent l'écrasement du pouvoir ouvrier par les forces régulières du gouvernement républicain. Le sort de l'Espagne était dès lors scellé.

Où sont, au Nicaragua, les symptômes d'une situation analogue ? Où sont, depuis cinq ans, les manifestations d'une continuité de l'Etat et de l'armée bourgeoise ? D'une opposition ouvrière à l'égard du gouvernement sandiniste ? D'un nouveau mai 1937... à Managua ? Même sur le strict plan électoral, les sandinistes ayant établi une totale liberté d'expression et d'organisation de tous les courants politiques, aucune force prétendument plus radicale que le FSLN n'a émergé².

LO sera bien en peine de trouver ces signes, car les choses se présentent au Nicaragua de façon totalement inversée : depuis le 19 juillet 1979, c'est le FSLN, appuyé sur l'armée révolutionnaire, sur les organisations de masse — syndicats, comités de défense sandiniste, etc — qui contrôle, élargit et consolide le pouvoir central. Loin de désarmer les milices, les sandinistes ont distribué des fusils à des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes. L'association de représentants bourgeois au gouvernement n'a jamais signifié le moindre partage du pouvoir avec les sandinistes, et leurs ruptures successives témoignent de leur isolement croissant, de leur impuissance

1. « *Nicaragua. Le mouvement sandiniste : ses hommes, son histoire, sa politique.* ». Exposé du cercle Léon Trotsky, 26 octobre 1984.

2. *L'un des PC au Nicaragua et un groupe maoïste qui dénoncent le FSLN comme droitier et « petit-bourgeois » ont obtenu des résultats électoraux dérisoires aux élections de novembre 1984. Ils sont cependant représentés à l'Assemblée nationale.*

politique et sociale. Ce qui les a d'ailleurs conduits, les uns après les autres, dans les bras de Reagan et dans les rangs de la contra.

Si un parallèle peut être fait avec l'Espagne de 1936, c'est pour mieux souligner l'opposition des deux situations révolutionnaires : en Espagne, le pouvoir ouvrier puissant mais diffus, non centralisé, est victime d'un gouvernement bourgeois resté en place. Au Nicaragua, il y a eu changement brutal de pouvoir à travers l'insurrection victorieuse, destruction totale de l'Etat bourgeois qui se réduisait, pour l'essentiel, à la Garde de Somoza. Il s'est produit au Nicaragua, sous des formes particulières, ce que Marx a analysé dans la Commune de Paris, et qui reste depuis une référence essentielle pour les révolutionnaires du monde entier. Sauf pour LO semble-t-il.

Quelle est la nature du nouveau pouvoir au Nicaragua ? Elle se déduit des rapports entretenus par ce pouvoir avec les classes sociales dans ce pays : quel autre pouvoir qu'un pouvoir populaire, instrument de la classe ouvrière, peut vivre durablement grâce à la mobilisation des travailleurs et à leur armement ? C'est là un point de départ capital pour comprendre les conflits en cours en Amérique centrale, et pour critiquer, si nécessaire, les choix politiques faits à tel ou tel moment par les sandinistes. C'est aussi le point de départ indispensable pour comprendre les difficultés que peut rencontrer à tel ou tel moment la révolution, y compris des reculs, y compris des contradictions dangereuses entre la direction sandiniste et certains secteurs populaires, dans les conditions extrêmement éprouvantes que connaît aujourd'hui le pays.

Pour LO, les choses ne semblent pas très claires. S'agit-il du maintien d'un pouvoir bourgeois, comme le laisserait penser leur parallèle avec la République espagnole ? Mais LO souhaite « de tout cœur » que les masses défendent le régime contre une agression US. Dans le meilleur des cas, affirme LO, il s'agira du pouvoir de la « petite bourgeoisie nationaliste », comme à Cuba³.

Pourquoi les sandinistes ont gagné ?

LO accuse donc le FSLN de se faire le fourrier de la contre-révolution en s'accrochant aux basques de la bourgeoisie nationale. Avant de discuter ce point, un détour est nécessaire par les conceptions que livre volontiers LO dans des articles polémiques contre la

IV^e Internationale parus dans *Lutte de classe*. Citons : « En presque quatre décennies de stabilisation et d'expansion impérialiste, les pays pauvres sont restés, eux, des poudrières. Le fait est que le feu a pris en bien des endroits, depuis trente-cinq ans. Mais à chaque fois, il est resté circonscrit à son foyer d'origine, et l'incendie ne s'est pas propagé dans les continents coloniaux d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'Asie à partir desquels, qui sait, il aurait pu atteindre les métropoles impérialistes. Sans doute parce que la seule classe susceptible d'attiser l'incendie, le prolétariat, ne s'est jamais manifesté en ces occasions en tant que telle. » (*Lutte de classe* n° 112, mai 1984).

A propos du Nicaragua : « Parler de révolution permanente (comme le fait la IV^e Internationale, NDLR) à propos de ce petit pays n'aurait eu de sens que s'il était devenu la plaque tournante de la révolution prolétarienne, le nouveau centre de subversion internationale (et pour ce faire, sa petite taille aurait suffi) en direction des deux Amériques. Mais là n'est certes pas la préoccupation des sandinistes, même si leur pays est devenu un nouvel objet de tourisme révolutionnaire⁴. »

Le fond de la question réside dans ces deux affirmations aussi contestables que contradictoires : il y aurait eu absence de la classe ouvrière lors de nombreuses explosions dans les pays dominés ; il suffirait d'un appel à la révolution prolétarienne internationale pour généraliser l'incendie révolutionnaire.

Comment nier le poids et l'influence de la classe ouvrière, de ses formes de lutte et d'organisation dans les événements qui secouent les pays d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique latine ? Pour rester dans l'actualité brûlante ou récente, citons simplement les grèves et les révoltes urbaines dans les townships d'Afrique du Sud, la grève générale qui a renversé Nemeiry au Soudan, les luttes actuelles du prolétariat bolivien, la longue crise politique et sociale aux Philippines, et... le rôle du prolétariat et des masses pauvres urbaines dans l'insurrection antisomoziste au Nicaragua ! Il faut à la fois une sérieuse couche d'ignorance et une forte dose de condescendance méprisante pour oser écrire qu'« aujourd'hui il y a sans doute la même distance politique entre les révolutions nationalistes qui ont cours depuis trente-cinq ans et la révolution prolétarienne, qu'entre les jacqueries incessamment répétées, mais toujours circonscrites du moyen âge, et la Révolution française du XVIII^e siècle. » (*Lutte de classes* n° 112).

Certes, il ne suffit pas que la classe ouvrière de ces pays, parfois très faible,

3. LO met au compte de la « petite bourgeoisie » aussi bien la révolution en Chine, au Vietnam où à Cuba que les régimes bourgeois nationalistes comme la Lybie d'aujourd'hui, l'Égypte sous Nasser, ou l'Algérie. Pour gagner en extension, le concept de petite bourgeoisie perd en précision... jusqu'à définir tout ce qui se distingue des positions de LO. Y compris la IV^e Internationale, dont la sympathie coupable à l'égard des « nationalistes petits-bourgeois » est parfois présentée comme un indice... de son caractère décidément petit-bourgeois.

4. L'expression « tourisme révolutionnaire » désigne ici les activités de soutien aux révolutions du « tiers monde », et notamment la participation aux brigades de solidarité au Nicaragua. On eût pu attendre des internationalistes de LO qu'ils s'abstiennent d'une ironie aussi épaisse que « bien de chez nous ».

marque de son influence la révolte des autres classes opprimées. Il faut aussi que cette classe gagne l'hégémonie dans une lutte qui est aussi — et parfois même d'abord — une lutte nationale. Cela pose la question des alliances, avec la paysannerie pauvre bien sûr, mais aussi avec d'autres classes ou fractions de classes intermédiaires.

Le grand succès des sandinistes, qui explique leur victoire, est d'être parvenus, dans les conditions du Nicaragua où se mélangeaient de façon spécifique les caractères antidictatorial, national et social de la lutte, à arracher la direction du mouvement à la bourgeoisie antisozialiste. Ils y sont parvenus en combinant offensive révolutionnaire et tactique d'alliance très large, y compris avec des secteurs de cette bourgeoisie.

Jamais les sandinistes n'ont aliéné leur indépendance politique. Le FSLN ne s'est jamais inscrit en tant que tel dans de vastes coalitions de lutte avec des secteurs bourgeois. Ces alliances ou fronts ont été réalisés à travers les organisations de masse qu'il influençait (comme le MPU) ou par le biais de regroupements de personnalités qu'il contrôlait (le groupe des douze). C'est un contresens que d'assimiler ces diverses tactiques ou manœuvres hardies à une politique de front populaire, à une mise en remorque derrière la bourgeoisie antisozialiste, quand elles n'avaient pour but que de conquérir l'hégémonie dans la lutte contre la dictature, et par voie de conséquence la marginalisation politique des organisations bourgeoises. Et puis il faut aussi juger une tactique politique par ses résultats. « *La preuve du pudding, c'est qu'on le mange* », affirmait volontiers le vieil Engels.

A opposer comme elle le fait la révolution prolétarienne et l'« enfer » du nationalisme des peuples opprimés, il n'est pas étonnant que LO ne trouve pas trace d'une activité de la classe ouvrière en tant que telle dans ces pays. Il est tout aussi certain qu'un prolétariat qui ne prendrait pas en charge les tâches démocratiques et nationales pour la nation toute entière se condamnerait à l'isolement et à l'impuissance. La révolution nicaraguayenne confirme ici les enseignements de Lénine et de Trotsky, contre le point de vue fort peu internationaliste de LO.

Pour la même raison, l'impact international d'une révolution prolétarienne dans ces pays dépend de sa capacité à trouver le salut pour la société toute entière. Il est particulièrement déplacé de reprocher au FSLN de ne pas appeler à la révolution conjointe en Amérique du sud et du nord, quand Reagan joue au chat et à la souris avec le Nicaragua ; quand les sandinistes sont contraints à ruser et manœuvrer,

au prix de compromis difficiles, pour survivre. D'autant qu'ils le font en combattant avec la dernière énergie. Il faut avoir pas mal de détachement pour affirmer cela ! Mais il faut aussi un aveuglement total pour ne pas percevoir la dimension d'emblée internationale de la lutte engagée, ne serait-ce qu'en Amérique centrale. Reagan la comprend très bien. LO non, qui disserte sur le prétendu enfermement nationaliste des sandinistes... et ne dit mot, dans ses « analyses », du Salvador ou du Guatemala voisins : deux pays où se joue l'avenir du Nicaragua, et dont la victoire révolutionnaire dépend aussi de la survie de ce même Nicaragua ! Il est décidément des moments où l'on se demande qui est prisonnier d'une vision étroitement nationale de la révolution...

« Jusqu'au dernier bijou »

Revenons maintenant à la critique par LO de la politique menée par les sandinistes depuis 1979. Le crime du FSLN, selon LO, serait de freiner la révolution, de retenir les travailleurs sur la voie de l'expropriation des capitalistes, de rechercher à tout prix et en vain la collaboration de ceux-ci, et de creuser ainsi la tombe de la révolution en même temps que la leur propre.

Si ce procès était fondé, on ne comprendrait pas l'opposition irréductible du COSEP (l'organisation du patronat nicaraguayen) au gouvernement sandiniste, ni l'obstination de Reagan à détruire ce dernier. La description de la politique sandiniste imaginée par LO n'est en fait que la transposition au Nicaragua de la politique du gouvernement de gauche en France ! Si l'on parle d'« économie mixte » à Paris comme à Managua, il faudrait quand même prendre en compte les réalités concrètes que recouvre ce vocable dans ces deux pays : expropriation minoritaire mais importante d'un large secteur productif industriel et agricole, nationalisation totale du crédit et contrôle d'Etat sur le commerce extérieur, réforme agraire et organisation du très important secteur de la petite propriété agricole sont parmi les mesures prises par les sandinistes. Au Nicaragua, les salaires et les prix de vente des entreprises sont fixés par l'Etat. Ce dernier pèse de tout son poids sur le fonctionnement de l'économie. Ces mesures sont mises en œuvre par la voie de la mobilisation des travailleurs, de leurs organisations, du développement de leur conscience politique, ce qui les distingue radicalement des nationalisations bureaucra-

ques, souvent beaucoup plus étendues, à la Nasser ou à Kadhafi.

Mais cette économie n'est pas socialiste ; les patrons refusent d'investir, détournent les subventions ; les spéculateurs se remplissent les poches et les sandinistes permettent cela, renchérit LO. Oui, l'économie reste capitaliste, encore aujourd'hui. LO n'invente rien puisqu'elle a trouvé la dénonciation des maux qu'elle décrit... dans la presse sandiniste. Mais par quel miracle le pouvoir sandiniste pourrait-il, d'un coup de baguette magique ou d'un trait de plume renverser radicalement le fonctionnement d'une économie capitaliste qui, bien que faible et dépendante, reste, et pour ces raisons-là mêmes, infiniment plus puissante que la volonté des révolutionnaires, que leurs assises sociales, que leurs moyens économiques, techniques, culturels ?

Les choses paraissent toutes simples à LO. Citons encore leur brochure sur le Nicaragua, qui exprime la politique « prolétarienne » véritable: « Pour que la révolution puisse vaincre, il faut des organisations révolutionnaires prolétariennes qui se rangent clairement aux côtés de la classe ouvrière et n'hésitent pas à exproprier radicalement les possédants, à prendre leurs propriétés, leurs capitaux, toutes leurs richesses, à les dépouiller jusqu'au dernier bijou de ce qui fait leur puissance sociale et à s'en servir pour satisfaire les besoins les plus urgents des masses populaires. Cela seul peut permettre à la révolution de vaincre en ôtant à la bourgeoisie l'essentiel de ses moyens d'action et en renforçant la confiance et la détermination des opprimés. »

Toute à ce radicalisme sommaire et purement verbal, LO ne se pose pas une seconde les questions vitales pour le peuple au Nicaragua : comment faire tourner une usine expropriée si les pièces de rechange importées ne sont plus disponibles ? Comment se procurer les marchandises indispensables si tout échange est rompu avec les partenaires capitalistes ? Comment gérer une économie socialisée sur le papier si le pouvoir révolutionnaire n'a pas les moyens aujourd'hui de la planifier et de faire appliquer ses décisions ?

Faire tourner une usine par la seule volonté des ouvriers est une chose. Organiser l'ensemble de l'économie est une toute autre affaire, surtout dans une économie très faible et dépendante. Ce « détail » semble avoir échappé à LO. Dès lors, sous le couvert d'un radicalisme simpliste, la critique de LO s'apparente à l'irresponsabilité ou la démagogie pure et simple. Curieuse façon, pour des révolutionnaires, d'aborder la question de la transition au socialisme

dans les pays dominés et économiquement arriérés !

LO, qui se réclame de la révolution de 1917, ne semble pas avoir bien compris la nature du problème et paraît même ignorer l'opinion et la conduite des révolutionnaires bolcheviks en ce domaine. C'est pourquoi nous nous permettrons de lui rafraîchir la mémoire avec quelques citations dont l'actualité est évidente à la lumière du Nicaragua.

Du bon usage de bons auteurs

« Un gouvernement du prolétariat n'est pas un gouvernement capable d'accomplir des miracles. La socialisation de la production commencera dans les branches d'industrie où elle présentera le moins de difficultés. Dans une première période, la production socialisée sera confinée dans un certain nombre d'oasis, reliées aux entreprises privées par les lois de la circulation des marchandises. Plus s'étendra le domaine de la production sociale et plus évidents deviendront ses avantages, plus solide se sentira le nouveau régime politique et plus hardis deviendront les mesures économiques ultérieures du prolétariat. » Un petit-bourgeois partisan de l'économie mixte, l'auteur de ces lignes ? Il s'agit de Trotsky dans 1905 (Editions de Minuit, p. 452).

« Nous ne devons pas seulement "épouvanter" les capitalistes (...) Nous devons encore obliger les gens à travailler dans le cadre de la nouvelle organisation de l'Etat. Il ne suffit pas de "flanquer à la porte" les capitalistes, il faut (après avoir flanqué à la porte les "récalcitrants" bons à rien et incurables) les mettre au service du nouvel Etat. » L'auteur de ces lignes ne croyait manifestement pas à la vertu du « dernier bijou ». C'est Lénine, en 1917, dans les *Bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* (Oeuvres, t. 26, p. 101).

« On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre "fissure" entre les ennemis, les moindres oppositions d'intérêt entre les bourgeoisies des différents pays, entre les différents groupes ou catégories de la bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr ». Un petit-bourgeois sandiniste, l'auteur de ces lignes ? Il s'agit toujours de Lénine, dans la *Maladie infantile du commu-*

nisme, (Oeuvres, t. 31, pp.65-66). Et Lénine de poursuivre : « Qui n'a pas compris cette vérité n'a compris goutte au marxisme, ni en général au socialisme scientifique contemporain. »

Enfin, puisqu'il faut conclure un chapelet de citations qui pourraient couvrir un volume, la question à mille francs. Qui a écrit : « Tel pays peut être "mûr" pour la dictature du prolétariat, sans l'être cependant pour la construction indépendante du socialisme, ni même pour de larges mesures de socialisation » ? Trotsky, en 1928, dans la *Révolution permanente* (Editions de Minuit, p. 351).

Nous sommes là en effet au cœur de la question de la révolution permanente dans les pays dominés : la dictature du prolétariat ne signifie pas *ipso-facto* des mesures à caractère socialiste. Elle jette un pont, dans des conditions infiniment précaires et difficiles, qui dépendent en dernière analyse de l'extension internationale de la révolution, vers la société socialiste. A ne pas le comprendre, LO s'orienterait vers une attitude d'hostilité envers la révolution sandiniste, seule révolution socialiste en cours aujourd'hui⁵.

5. A lire *Lutte de classe, on peut se demander si l'hostilité aux révolutionnaires sandinistes n'est pas une délimitation première pour LO : « Aux organisations nationalistes bourgeoises, il faut opposer l'organisation révolutionnaire. Car les révolutionnaires trotskystes ne peuvent pas cohabiter sur une quelconque base commune avec des directions nationalistes disposant d'appareils destinés à imposer leur dictature sur les masses, avant comme après la victoire éventuelle ». (Lutte de classe n° 112). On peut néanmoins remarquer que ce type de délimitation n'a pour seule fonction pratique, jusqu'à ce jour, que de dénoncer la « capitulation » politique de la IV^e Internationale et de ses sections devant le « nationalisme petit-bourgeois ».*

50^e anniversaire de la Longue Marche

Mao et la construction de l'Armée rouge chinoise

Arthur WILKINS

Il n'est pas courant qu'un militant révolutionnaire ait des raisons de s'intéresser à un travail purement académique dans le domaine de la recherche historique. Le livre de Hu Chi-hsi, *l'Armée rouge et l'ascension de Mao*, édité en 1982 à Paris par les Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, avec le concours du CNRS (semble-t-il avec un très faible tirage), mérite un tel intérêt, en particulier de la part de tous ceux qui s'occupent des questions militaires de la révolution nationale et sociale (permanente) dans les pays capitalistes sous-développés, dépendants de l'impérialisme. Elle mérite notre intérêt également pour une autre raison : le cinquantenaire d'une des plus grandes actions révolutionnaires de l'histoire — la Longue Marche de l'Armée rouge ouvrière et paysanne chinoise, qui a ouvert la voie de la victoire à la première révolution socialiste dans le « tiers monde ». La génération actuelle de militants pour le socialisme révolutionnaire ne connaît que très peu cette extraordinaire épopée révolutionnaire. Et le livre de Hu Chi-hsi présente les prémices militaro-politiques de la Longue Marche et la nature de l'événement qui a eu lieu durant la première période de cette marche et qui a sans doute déterminé sa réussite, permettant par là même à la révolution chinoise d'éviter un péril mortel. Cet événement, ce fut la conférence du Parti communiste chinois tenue en janvier 1935 à Tsunyi, lors de laquelle Mao Tsê-tung s'est emparé dans les faits de la direction politique du parti et de l'armée, infligeant une défaite cuisante à la fraction stalinienne et indirectement à la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin, dont la marche au pouvoir avait été marquée par la trahison honteuse de la révolution chinoise dans les années 1926-1927¹.

Bien qu'il existe une littérature très riche consacrée à l'histoire du PC chinois, y compris à cette période, Hu

apporte aux connaissances existantes quelque chose de très nouveau et de très important — il résout la question qui, à la lumière de recherches historiques précédentes, restait une énigme. Hu écrit :

« En dépit de son importance primordiale, l'ascension de Mao à Tsunyi en janvier 1935 reste une énigme historique. Privé du pouvoir militaire depuis la conférence de Ningtu en août 1932 par la faction des vingt-huit bolcheviks au profit de Chou En-lai, Mao vit son autorité s'affaiblir sans cesse dans la République soviétique chinoise. La plupart de ses plus proches collaborateurs furent progressivement relevés de leurs fonctions et se virent attribuer des postes sans responsabilités réelles. Certains d'entre eux furent même expulsés du parti, disparaissant ainsi brusquement de la scène de l'histoire. Ses partisans dans l'Armée rouge, qui osaient encore appliquer ses idées stratégiques, furent immédiatement placés en résidence surveillée par les hommes de Teng Fa, chef du Bureau de la sécurité politique. Dans ces conditions, il est difficile de comprendre comment Mao, sans pouvoir militaire et sans contrôle de l'appareil du parti à la veille de la Longue Marche en octobre 1934, ait pu, trois mois plus tard, ravir la direction du PCC aux vingt-huit bolcheviks soutenus résolument par Otto Braun, représentant du Komintern. L'accession au pouvoir de Mao à l'ère de Staline, au détriment de la faction stalinienne du PCC, fait unique dans le mouvement communiste international, est d'autant plus difficile à appréhender qu'à de rares exceptions près, tous les dirigeants communistes restés dans le Kiangsi après la chute de la République soviétique chinoise étaient les fidèles de Mao qui, par conséquent, ne purent lui être utiles à Tsunyi². »

Hu ne fait pas que résoudre cette énigme. Il éclaire à nouveau une question, qui continue à susciter des controverses : la question de la nature sociale (ou plus exactement sociologique) du

« En Chine, la forme principale de la lutte, c'est la guerre, et la forme principale de l'organisation, l'armée. »
Mao Tsê-tung, 1938.

« Seule la campagne est le monde sans fin où les révolutionnaires peuvent agir en toute liberté. »
Lin Piao, 1965.

1. Sous la direction Staline-Boukharine, l'Internationale communiste avait intimé l'ordre au jeune Parti communiste chinois, alors en pleine expansion, de se fondre dans le Kuomintang, parti nationaliste de la bourgeoisie chinoise. Sous la direction de Tchang Kai-cheh, les forces du Kuomintang n'allaient pas tarder à se retourner contre les communistes et à les écraser dans les villes. Voir à ce sujet « La question chinoise dans l'Internationale communiste », textes rassemblés par Pierre Broué, EDI.

2. Contrairement à Hu Chi-hsi, qui dans son livre utilise la transcription des noms chinois selon le nouveau système « p'in yin tzu mu », nous utilisons le système traditionnel de romanisation.

PC chinois et de l'armée qu'il a mise sur pieds. Pendant plus de vingt ans, cette armée a mené la lutte sous les drapeaux de la révolution agraire et de la libération nationale, loin des grandes villes et des concentrations prolétariennes qui ne constituaient qu'un pourcentage infime dans ce pays semi-colonial et arriéré, déjà capitaliste, mais encore sous le poids des millénaires d'une civilisation agraire.

Expérience et conception maoïste

L'Armée rouge ouvrière et paysanne a été créée par Mao Tsé-tung et Chu Teh en 1927 à partir de restes de deux types de forces militaires : des détachements révoltés de l'armée du Kuomintang de la ville de Nanchang et des troupes du Soulèvement de la Moisson d'Automne qui, après de lourdes défaites, sont parvenues dans les monts Ching Kang Shan. Un an plus tard, la 4^e armée rouge, forte de quatre mille soldats, descendue des Ching Kang Shan, ayant perdu la moitié de ses effectifs initiaux après trois mois de marche et de lutte, fondait la base révolutionnaire rurale à Kiangsi (plus tard, la zone centrale de la République soviétique chinoise). Elle était déjà une armée totalement différente.

« Comment Mao réussit-il à assurer d'abord la survie de sa petite armée, puis à créer progressivement une force populaire suffisamment puissante pour tenir tête à des troupes ennemies très supérieures en nombre et en armes constitue assurément une des leçons les plus riches de la révolution chinoise. »

« On sait que pour atteindre son objectif, qui était d'installer une base révolutionnaire dans le Kiangsi, Mao avait déjà mis au point dans les monts Ching Kang, sa tactique de la guerre des partisans : "L'ennemi avance, nous reculons ; l'ennemi s'immobilise, nous le harcelons ; l'ennemi s'épuise, nous le frappons ; l'ennemi recule, nous le pourchassons." Cette tactique était sans doute parfaitement conçue, encore fallait-il qu'il y ait des partisans capables de l'appliquer, car elle exigeait rien de moins que des hommes en condition physique impeccable, ayant une foi intense dans leur mission messianique, un sens aigu de la discipline, la volonté peu commune de supporter une vie matérielle extrêmement pénible, voire un certain mépris de la mort. Pour ne pas avoir eu ou plutôt ne pas avoir pu faire de tous ses hommes des guerilleros parfaits, Mao devait subir en août 1928, quatre mois après avoir élaboré sa tactique maintenant célèbre de la guerre des partisans,

une cuisante défaite qui faillit lui coûter la base révolutionnaire des Ching Kang Shan³. »

En effet, un des régiments se désagrègea en pleine bataille, les combattants paysans ayant décidé purement et simplement de rentrer chez eux. La faible valeur militaire et les désertions massives aussi bien des soldats de Nanchang que des insurgés paysans étaient le trait caractéristique des régiments « fondateurs » de l'Armée rouge durant la marche vers les monts Ching Kang Shan. Rien de semblable ne caractérisait plus les combattants qui se rendirent à Kiangsi.

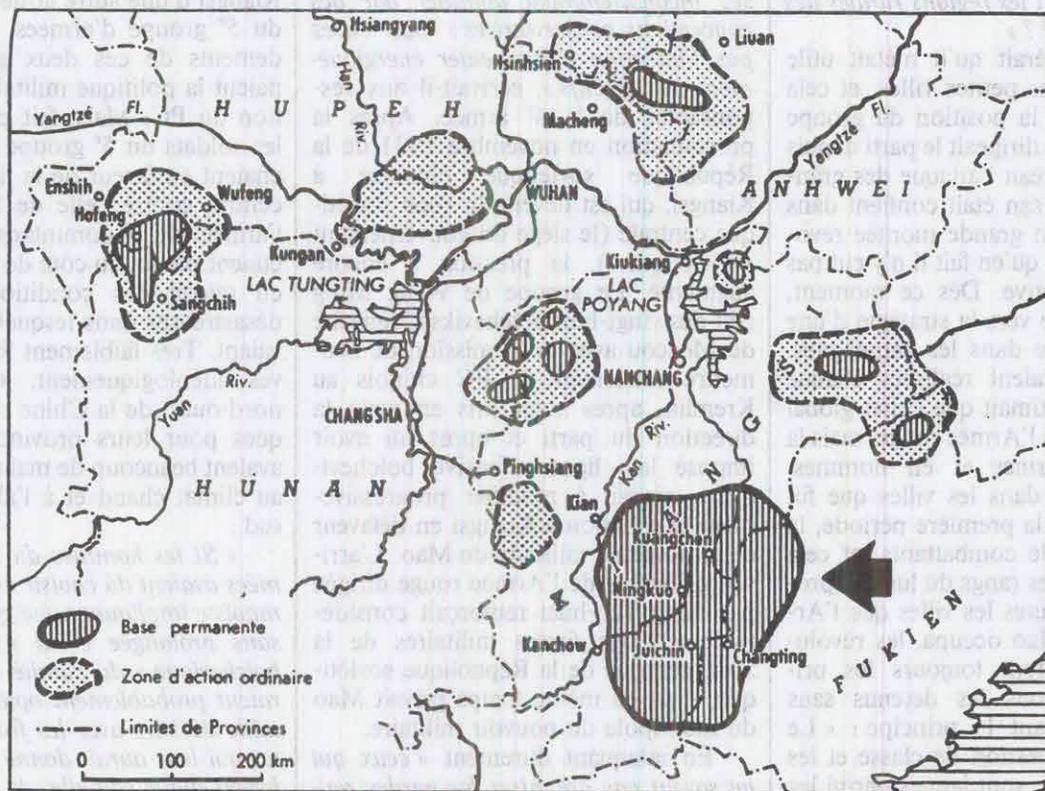
« Les quatre mille partisans descendus des monts Ching Kang en janvier 1929 étaient, heureusement pour Mao, des hommes d'une autre trempe que les soldats réguliers de l'insurrection de Nanchang qui se débarrassaient en route des armes et des munitions encombrantes, ou que les paysans hunanais révoltés qui "prenaient les choses en douceur, n'hésitant pas à s'arrêter au beau milieu d'une opération pour faire la cuisine et manger sur le bord du chemin". Bien endoctrinés pendant toute une année dans les monts Ching Kang, ces soldats d'une nouvelle espèce suivirent Mao et Chu Teh contre vents et marées sans se plaindre. Aucun d'eux ne trahit, ni même ne déserta. »

Cette différence qualitative essentielle entre les régiments « fondateurs » de l'Armée rouge et la petite armée qui sous sa direction est venue de Ching Kang Shan à Kiangsi, est devenue pour Mao le fondement de sa conception de la construction de l'Armée rouge.

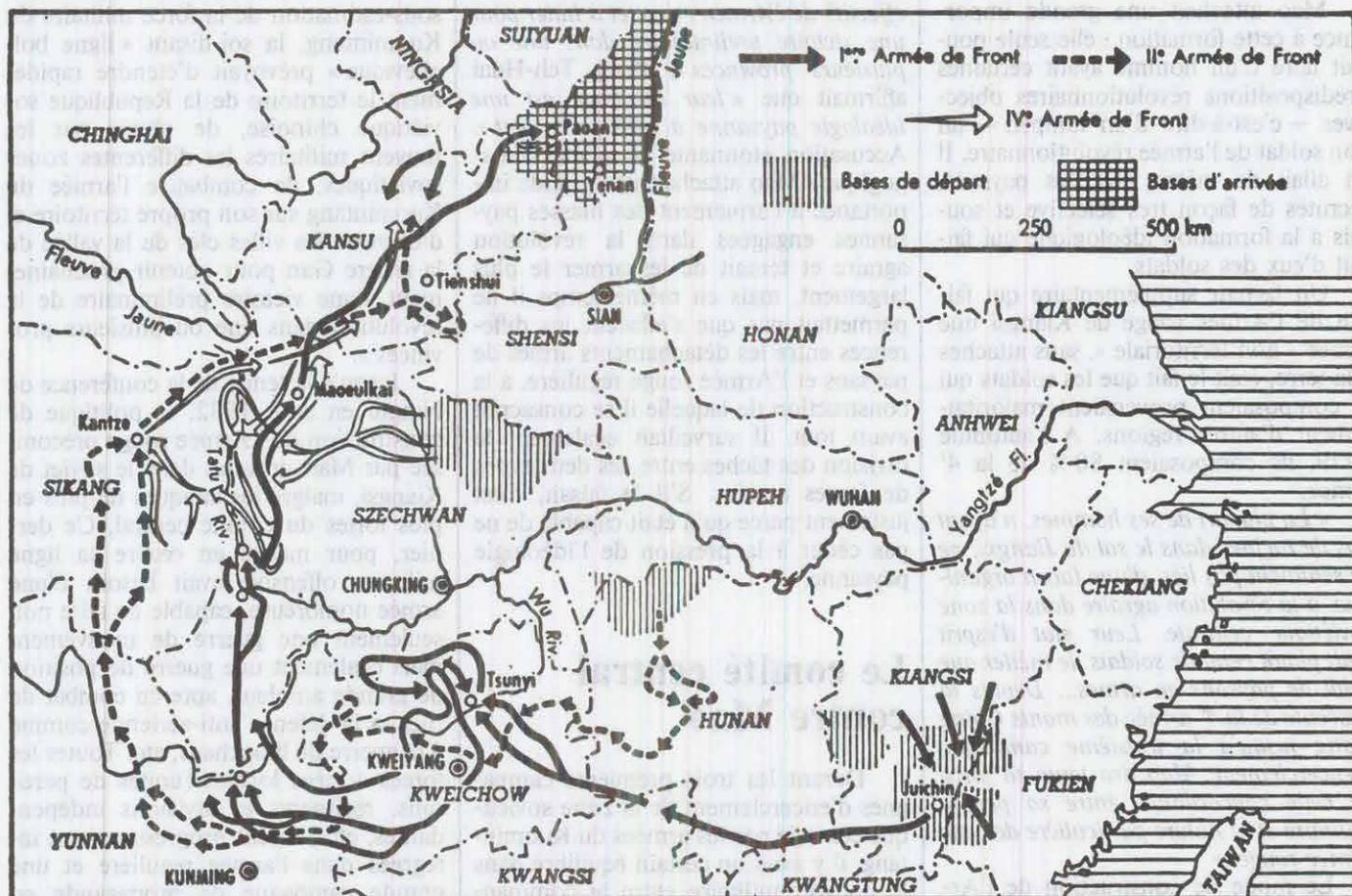
Le problème que Mao devait résoudre en entamant la construction de l'armée était de savoir quel milieu existant réellement sur le terrain des activités militaires du PC pouvait fournir ces « hommes de qualité », fondamentalement différents aussi bien des combattants paysans que des soldats révoltés du Kuomintang. Il ne pouvait être question de la classe ouvrière, totalement insignifiante sur ce territoire. Mao a découvert ce milieu dans le lumpenprolétariat, c'est-à-dire parmi les éléments déclassés. Cela lui était d'autant plus facile qu'il percevait depuis longtemps certains traits potentiellement révolutionnaires de cette couche :

« Mao et Chu Teh décidèrent de soumettre chaque volontaire qui cherchait à s'engager dans l'Armée rouge à un examen approfondi et n'accueillirent que "des hommes prêts à abandonner leur famille, peut-être aussi à perdre leur vie, ou des hommes dont la famille était déjà ruinée et détruite et à qui il ne restait d'autre espoir que la révolution". D'où sortaient ces hommes si ce n'est des rangs de l'immense armée du lumpen-

3. Cette citation ainsi que les suivantes proviennent du livre de Hu Chi-hsi.



La zone centrale (base du Kiangsi) dans le cadre de l'ensemble des zones de la République soviétique chinoise.



Itinéraires de la Longue Marche (octobre 1934-octobre 1935) des troupes de Mao (la première armée de front), qui ont traversé douze mille kilomètres, et les deux autres corps de l'Armée rouge ouvrière et paysanne de la Chine.

prolétariat qui hantait la campagne chinoise, notamment les régions rurales des provinces du sud ? »

Mao considérait qu'il n'était utile que d'attaquer les petites villes, et cela contrairement à la position du groupe de Li Li-san, qui dirigeait le parti depuis Shanghai et exigeait l'attaque des grandes villes. Li Li-san était confiant dans l'imminence d'une grande montée révolutionnaire, bien qu'en fait il n'y eut pas de telle perspective. Dès ce moment, Mao était tourné vers la stratégie d'une guerre prolongée dans les campagnes. Des attaques étaient réalisées chaque fois que Mao estimait que l'effet global n'affaiblissait pas l'Armée rouge, mais la renforçait en armes et en hommes. C'est justement dans les villes que fut recrutée, durant la première période, la majeure partie de combattants, et cela justement dans les rangs du lumpenprolétariat. Dans toutes les villes que l'Armée rouge de Mao occupa, les révolutionnaires ouvrirent toujours les prisons, libérant tous les détenus sans distinction, suivant le principe : « Le crime est une question de classe et les vrais criminels ne sont jamais parmi les prisonniers. » Nombre de prisonniers ainsi libérés étaient recrutés dans l'armée, où ils recevaient une formation idéologique intensive.

Mao attachait une grande importance à cette formation ; elle seule pouvait faire d'un homme ayant certaines prédispositions révolutionnaires objectives — c'est-à-dire d'un lumpen — un bon soldat de l'armée révolutionnaire. Il en allait de même avec les paysans, recrutés de façon très sélective et soumis à la formation idéologique qui faisait d'eux des soldats.

Un facteur supplémentaire qui faisait de l'Armée rouge de Kiangsi une armée « non territoriale », sans attaches à la terre, était le fait que les soldats qui la composaient provenaient majoritairement d'autres régions. A l'automne 1929, ils composaient 80 % de la 4^e armée.

« La plupart de ses hommes, n'ayant pas de racines dans le sol du Jiangxi, ne se sentaient pas liés, d'une façon organique, à la révolution agraire dans la zone soviétique centrale. Leur état d'esprit était plutôt celui de soldats de métier que celui de paysans en armes... Depuis la descente de la 4^e armée des monts Ching Kang jusqu'à la troisième campagne d'encercllement, Mao tira toute sa force de cette concordance entre sa pensée militaire et la nature particulière de cette Armée rouge. »

Le mode de construction de l'Armée rouge adopté par Mao était critiqué par la direction du PC quasiment depuis le début. En avril 1930, Li Li-san exigeait un changement radical de ce

mode de construction. « Vous vous laissez inconsciemment dominer par des conceptions conservatrices ; vous n'avez pas l'intention d'augmenter énergiquement les effectifs », écrivait-il aux responsables de la 4^e armée. Après la proclamation en novembre 1931 de la République soviétique chinoise à Kiangsi, qui est devenu la zone soviétique centrale (le siège du gouvernement « soviétique »), la pression a encore augmenté. Le groupe de Wang Ming (dit des vingt-huit bolcheviks), dépêché de Moscou avec pour mission de soumettre totalement le PC chinois au Kremlin, après avoir pris en main la direction du parti et après lui avoir imposé la « ligne offensive bolchevique », réussit à modifier progressivement la situation à Kiangsi en défaveur de la politique militaire de Mao. L'arrivée à Kiangsi de l'Armée rouge dirigée par Peng Teh-huai renforçait considérablement les forces militaires de la zone centrale de la République soviétique, mais en même temps privait Mao du monopole du pouvoir militaire.

En attaquant durement « ceux qui ne savent pas organiser les gardes rouges, les unités de partisans et les bataillons de la Garde pour défendre tel village, tel canton ou tel district, ceux qui ne sont pas résolus à augmenter les effectifs de l'Armée rouge et à lutter pour une victoire préliminaire dans une ou plusieurs provinces », Peng Teh-Huai affirmait que « leur idéologie est une idéologie paysanne à cent pour cent ». Accusation étonnante et même démagogique : Mao attachait une grande importance à l'armement des masses paysannes engagées dans la révolution agraire et tentait de les armer le plus largement, mais en même temps il ne permettait pas que s'effacent les différences entre les détachements armés de paysans et l'Armée rouge régulière, à la construction de laquelle il se consacrait avant tout. Il surveillait également la division des tâches entre ces deux types de forces armées. S'il le faisait, c'est justement parce qu'il était capable de ne pas céder à la pression de l'idéologie paysanne.

Le comité central contre Mao

Durant les trois premières campagnes d'encercllement de la zone soviétique centrale par les armées du Kuomintang, il y avait un certain équilibre dans le pouvoir militaire entre le commandement du premier groupe d'armées, créé par Mao, et celui du troisième groupe d'armées, dirigé par Peng Teh-huai. Cet équilibre fut rompu en

défaveur de Mao lors de l'arrivée à Kiangsi d'une autre armée et la création du 5^e groupe d'armées. Les commandements de ces deux groupes soutenaient la politique militaire de la direction du PC. Mais, fait plus important, les soldats du 5^e groupe d'armées penchaient en faveur de la ligne du comité central contre celle de Mao. Issus de l'armée du Kuomintang, ces soldats étaient passés du côté de l'Armée rouge en raison des conditions matérielles désastreuses dans lesquelles ils se trouvaient. Très faiblement formés et motivés idéologiquement, originaires du nord-ouest de la Chine et très nostalgiques pour leurs provinces natales, ils avaient beaucoup de mal à s'accoutumer au climat chaud et à l'alimentation du sud :

« Si les hommes du 5^e groupe d'armées avaient dû choisir entre la stratégie maoïste impliquant une guerre des partisans prolongée et la « ligne offensive bolchevique » du comité central, ils auraient probablement opté pour une bataille décisive avec les forces nationalistes qui leur aurait donné une chance, si hypothétique soit-elle, de pouvoir rentrer chez eux. »

Partant d'un pronostic mécaniste sur les effets de la crise capitaliste dans le monde et en Chine autant que d'une sous-estimation de la force militaire du Kuomintang, la soi-disant « ligne bolchevique » prévoyait d'étendre rapidement le territoire de la République soviétique chinoise, de réunir par les moyens militaires les différentes zones soviétiques, de combattre l'armée du Kuomintang sur son propre territoire et d'occuper les villes clés de la vallée de la rivière Gan pour obtenir prochainement « une victoire préliminaire de la révolution dans une ou plusieurs provinces ».

Jusqu'à la tenue de la conférence de Ningtu en août 1932, la politique de construction de l'Armée rouge préconisée par Mao prévalut dans le soviet de Kiangsi, malgré les attaques de plus en plus fortes du comité central. Ce dernier, pour mettre en œuvre sa ligne militaire offensive avait besoin d'une armée nombreuse, capable de faire non seulement une guerre de mouvement mais également une guerre de position de grande ampleur, apte au combat de rues, à la défense anti-aérienne comme à la guerre de blockhaus, etc. Toutes les forces armées locales (unités de partisans, régiments et divisions indépendantes, etc.) furent progressivement intégrées dans l'armée régulière et une grande campagne de propagande en faveur du service militaire obligatoire lancée immédiatement dans le Kiangsi.

Les résultats de cette campagne pour l'augmentation des effectifs de

Brève chronologie

- **Avril 1927.** Coup contre-révolutionnaire du général Chiang Kai-shek. Féroce répression contre le PC et le mouvement ouvrier.
- **Août-septembre 1927.** Eclatement du soulèvement militaire de Nanchang, de l'insurrection paysanne de la Moisson d'automne et de l'insurrection ouvrière de Canton, sous la direction du PC.
- **Octobre 1927-avril 1928.** Arrivée des troupes insurrectionnelles de Mao et de Chu Teh aux Ching Kang Shan.
- **Janvier 1929.** L'Armée rouge de Mao et de Chu Teh, venue des Ching Kang Shan, établit sa base dans le Kiangsi.
- **Été 1930.** Echec de la ligne aventuriste de la direction Li Li-san du PC qui lance l'Armée rouge à la conquête des grandes villes.
- **Janvier 1931.** Les « 28 bolcheviks », avec à leur tête Wang Ming et Otto Braun, assument la direction du PC. Dans le Kiangsi, l'Armée rouge vainc contre la première campagne d'encercllement par l'armée du Kuomintang.
- **Mai 1931.** Défaite de la deuxième campagne d'encercllement du Kiangsi.
- **Septembre 1931.** L'incident de Mukden provoqué par l'impérialisme japonais marque le début de l'invasion de la Chine. Fin de la troisième campagne d'encercllement dans le Kiangsi.
- **7 novembre 1931.** Anniversaire de la révolution d'Octobre, la République soviétique chinoise est proclamée dans les zones rouges.
- **Août 1932.** Conférence du PC des zones soviétiques à Ningtu. Mao perd tout pouvoir militaire et de fait politique.
- **Mars 1933.** Echec de la quatrième campagne d'encercllement.
- **Octobre 1933-octobre 1934.** Cinquième et dernière campagne d'encercllement de la zone soviétique du Kiangsi.
- **Février 1934.** Mao perd la présidence du Conseil des commissaires du peuple de la République soviétique chinoise.
- **Octobre 1934.** Retraite stratégique de l'Armée rouge du Kiangsi. Début de la Longue Marche.
- **Janvier 1935.** A Tsunyi, occupée par l'Armée rouge, lors de la réunion élargie du bureau politique du CC du PC, Mao prend la direction militaire et politique de la révolution chinoise.

L'Armée rouge indiquent que la mobilisation militaire dans la République soviétique fut d'une ampleur rarement atteinte. A partir de 1933, toutes les mesures sociales et économiques prises par le gouvernement de la zone soviétique centrale convergent vers cet objectif prioritaire qu'est l'édification d'une grande Armée rouge. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'adoption d'une ligne de classe radicale dans le domaine de la révolution agraire, qui visait à créer un climat politique et social favorable à une mobilisation militaire intensive.

Face à la cinquième et la plus importante campagne d'encercllement du Kiangsi par les armées du Kuomintang, la direction du PC remplaça la « ligne offensive bolchevique » par la ligne de défense passive — comme Mao devait la nommer plus tard — de la zone soviétique :

« L'approfondissement de la révolution agraire devait favoriser la mobilisation militaire intensive tandis qu'une grande Armée rouge composée essentiellement de paysans originaires du Kiangsi devait logiquement amener celle-ci à exiger une ligne militaire conduisant à la défense des intérêts acquis de la révolution agraire, donc du terri-

toire de la République soviétique chinoise. »

En avril 1934, l'Armée rouge de Kiangsi comptait environ 180 000 soldats, dont 77 % de paysans mobilisés sur place et ayant bénéficié des avantages de la réforme agraire radicale :

« Composée pour près de 80 % de paysans du Kiangsi et du Fukien, cette nouvelle Armée rouge était une armée née de la révolution agraire et ayant des attaches avec la terre. Une telle armée était beaucoup plus volontiers prête à se laisser convaincre par la ligne militaire du comité central préconisant la défense du territoire soviétique que par la stratégie maoïste qui impliquait l'acceptation de "laisser l'ennemi venir casser la vaisselle". Analysé sous cet angle, l'affaiblissement de la position de Mao dans la République soviétique chinoise s'inscrit dans une logique qui conduit inéluctablement à une rupture entre la conception stratégique de Mao et une Armée rouge métamorphosée. »

Le rapport de forces sociales à Kiangsi était devenu très défavorable pour Mao après la troisième campagne d'encercllement. Face aux forces du Kuomintang, Mao utilisait une stratégie dont le principe était de préserver au maximum les forces vives de l'Armée

l'Armée rouge était devenue à la suite de la politique de coopération imposée par le comité central une armée populaire. Cette position favorisait l'induction de la « ligne offensive bolchevique » qui consistait pour l'Armée rouge à se concentrer sur les campagnes de la révolution agraire et de la zone soviétique. Cette position a commencé à se concrétiser au sein de l'Armée rouge elle-même qui avait cessé d'être une formation autonome de la paysannerie et était devenue à la suite de la politique de coopération imposée par le comité central une armée populaire. Cette position favorisait l'induction de la « ligne offensive bolchevique » qui consistait pour l'Armée rouge à se concentrer sur les campagnes de la révolution agraire et de la zone soviétique.

Cette stratégie fut efficace du point de vue militaire, mais des effets sociaux de plus en plus négatifs. Les masses paysannes se voyaient écartées de la révolution agraire et de la zone soviétique. Pendant trois ans, en pleine campagne d'automne, nous avons vu des milliers de paysans se battre pour l'Armée rouge. Cette véritable famine se déclarait dans la zone qui du reste ne pouvait supporter le poids des masses paysannes qui par la suite furent une pression pour que la stratégie de Mao soit abandonnée. Cette pression a commencé à se concrétiser au sein de l'Armée rouge elle-même qui avait cessé d'être une formation autonome de la paysannerie et était devenue à la suite de la politique de coopération imposée par le comité central une armée populaire. Cette position favorisait l'induction de la « ligne offensive bolchevique » qui consistait pour l'Armée rouge à se concentrer sur les campagnes de la révolution agraire et de la zone soviétique.

Pour comprendre la situation de l'Armée rouge qui a conduit à une défaite grave de Mao au sein du PC et de l'Armée rouge, il faut prendre en compte cette contradiction radicale surgie entre la stratégie militaire de Mao et sa stratégie politique elle-même fondée sur le développement de la révolution agraire et de la zone soviétique. Cette contradiction ne pouvait être résolue tant que le Kiangsi était soumis aux campagnes d'encercllement du Kuomintang. Si l'Armée rouge avait maintenu son caractère élitiste premier et avait poursuivi l'application de la stratégie de Mao — qui ne pouvait pas être comparée à l'intérêt des masses paysannes — elle aurait été condamnée à perdre la zone soviétique de la paysannerie, même si la révolution agraire était possible grâce à elle : les de masses ne subsistent que grâce à la révolution agraire et à la zone soviétique. Cette contradiction a été résolue par le territoire

rouge tout en cherchant à détruire le maximum de forces vives de l'armée du Kuomintang. Cette stratégie consistait en une guerre de manœuvres sur de larges terrains : l'Armée rouge attirait profondément l'adversaire dans la zone soviétique, lui permettant de progresser selon un plan préétabli, sans lui opposer de résistance et sans actions ayant pour but de retarder son offensive. L'Armée rouge attendait que l'adversaire soit dans la zone où une attaque surprise était préparée et le détruisait dans cette zone.

Cette stratégie, très efficace du point de vue militaire, avait des effets sociaux de plus en plus négatifs. Les masses paysannes la payaient cher. Durant la troisième campagne d'encerclement, les troupes du Kuomintang occupèrent pratiquement toute la zone soviétique centrale, pendant trois mois, en pleine moisson d'automne, provoquant des terribles pertes dans l'économie paysanne. Une véritable famine se déclara dans la zone qui, en temps normal, exportait le riz. Les masses paysannes ont par la suite exercé une pression pour que la stratégie de Mao soit abandonnée. Cette pression a commencé à se concentrer au sein de l'Armée rouge elle-même, qui avait cessé d'être une formation autonome de la paysannerie et était devenue, à la suite de sa politique de construction imposée par le comité central, une armée populaire. Cette pression favorisait l'introduction de la « ligne offensive bolchevique » car celle-ci, pour pouvoir être mise en œuvre, signifiait que l'Armée rouge répondra aux campagnes d'encerclement par la défense passive de la zone centrale et donc de l'économie paysanne.

Pour comprendre la situation de l'époque, qui a conduit à une défaite grave de Mao au sein du PC et de l'armée, il faut prendre en compte cette contradiction radicale surgie entre la stratégie militaire de Mao et sa stratégie politique, elle-même fondée sur le développement de la révolution en s'appuyant sur la paysannerie et sur sa lutte pour la réforme agraire. Cette contradiction ne pouvait être résolue tant que le Kiangsi était soumis aux campagnes d'encerclement du Kuomintang. Si l'Armée rouge avait maintenu son caractère élitiste premier et avait poursuivi l'application de la stratégie de Mao — qui ne prenait pas en compte les intérêts des masses paysannes — elle aurait été condamnée à perdre le soutien de la paysannerie, même si la révolution agraire n'était possible que grâce à elle : rien de matériel ne subsistait des acquis de la révolution quand cette armée ne défendait pas le territoire et

permettrait l'occupation de la zone soviétique par les armées du Kuomintang.

Comment et pourquoi Mao triompha

Bien que Mao ne perdit la présidence du Conseil des commissaires du peuple de la République soviétique qu'en février 1934, il fut privé de tout pouvoir militaire dès août 1932, lors de la conférence de la direction du PC des zones soviétiques à Ningtu. En conséquence du caractère militaire de la révolution, il fut privé en fait de tout pouvoir réel et Chou En-Lai, dépêché au Kiangsi par le groupe « bolchevique » de Wang Ming afin de soumettre pleinement l'Armée rouge à la « ligne offensive » (qui signifiait en réalité, comme nous l'avons montré, la défense passive du territoire de la République soviétique). Chou En-lai prit des mains de Mao le poste du commissaire politique général de l'Armée rouge. Mais quand commença la cinquième campagne d'encerclement du Kuomintang, qui devait déterminer le sort de la République soviétique, la direction de fait de l'Armée rouge s'est trouvée entre les mains du communiste allemand Otto Braun, envoyé par le Komintern comme conseiller militaire de la direction « bolchevique » du PC. Braun fut par la suite le seul Européen qui participa à la Longue Marche.

En 1973, dans le cadre de la campagne antimaoïste du Kremlin, ses mémoires relatant son activité au Kiangsi, la Longue Marche et son séjour au Yennan ont été publiées à Moscou et à Berlin-Est⁴. C'est un document d'importance, même si l'on tient compte du fait qu'il devait servir non à approfondir la connaissance historique mais les intérêts du Kremlin dans la rivalité soviéto-chinoise. Comme le livre de Hu, il montre que durant la période allant du début de la cinquième campagne d'encerclement au début de la Longue Marche, les deux personnalités politiques centrales qui représentaient les fractions adverses du PC étaient Mao et Braun.

La cinquième campagne lancée par le Kuomintang contre le soviet de Kiangsi était non seulement la plus importante mais aussi la plus moderne. On y a employé la stratégie de la guerre de blockhaus, conçue par les conseillers militaires allemands du Kuomintang, sous la direction personnelle de Tchang Kai-shek. En dernière analyse, le choix stratégique pour le camp de la révolution au cours de cette campagne se réduisait à ceci : défendre l'existence de la zone soviétique centrale ou défendre l'existence de l'Armée rouge. Objecti-

vement, il n'était possible que de chercher à préserver la zone, en exposant l'Armée rouge — c'est-à-dire la principale forme d'organisation de la révolution chinoise — à l'anéantissement au cours des combats défensifs ou de préserver au contraire l'armée et perdre la zone, c'est-à-dire sa principale base d'appui. Le choix était dramatique. Mais Braun refuse de trancher, espérant sauvegarder l'une et l'autre, ce qui pouvait conduire à la perte des deux.

La « tactique des attaques brèves et soudaines » de Braun fut élaborée à partir de deux prémisses : le territoire soviétique doit être défendu à tout prix et, dans une guerre de blockhaus, la seule qui puisse assurer la défense de la zone, les possibilités pour l'Armée rouge de détruire l'ennemi par une guerre de mouvement sur une grande échelle sont extrêmement réduites, pour ne pas dire inexistantes. D'autant que l'ennemi ne se laisserait pas toujours stupidement anéantir par une guerre de mouvement traditionnelle à la Mao. C'est cette appréciation de la situation qui donna naissance à la théorie de Braun selon laquelle seules les victoires tactiques pouvaient être transformées en victoires de campagne qui, à leur tour, pouvaient susciter des changements stratégiques favorables à l'Armée rouge — théorie dans laquelle il s'agit bien d'une tactique militaire élevée à la hauteur de la stratégie de la révolution.

Quel choix proposait alors Mao ? Lui-même et ses partisans expliquèrent plus tard que sa position lors de la cinquième campagne fut la suivante : on aurait dû adopter, avant la bataille décisive du Kwanchang, la stratégie employée au cours des trois premières campagnes d'encerclement et, après la défaite de l'Armée rouge à Kwanchang, la stratégie de la fuite en avant en abandonnant la zone soviétique centrale de Kiangsi pour préserver les forces vives de l'Armée rouge, quitte à la voir détruite plus tard hors du Kiangsi. C'est justement cette stratégie qui fut adoptée, au dernier moment, ouvrant ainsi la Longue Marche. C'est elle qui permit de préserver l'Armée rouge. Mais une telle ligne a-t-elle été défendue vraiment par Mao lors de la cinquième campagne, et surtout a-t-elle été adoptée parce que les principes stratégiques de Mao, alors privé de tout pouvoir, gardaient une influence profonde dans l'Armée rouge tandis que la ligne de la direction « bolchevique » du PC n'avait pas encore pénétré totalement cette armée ? C'est ce qu'écrivit plus tard Mao. Cette affirmation provoque des commentaires sarcastiques de certains historiens.

En effet, il n'existe pas de documents datant de la période de la cinquième campagne qui exprimeraient la

position de Mao ou qui attesteraient que celui-ci jouissait encore à ce moment d'une influence au sein de l'Armée rouge. La preuve n'est donc pas apportée que les critiques contre la ligne de Chou En-lai et Braun, exprimées pour la première fois dans la résolution de la conférence de Tsunyi pendant la Longue Marche, aient été formulées au cours de la campagne et non seulement après la défaite militaire du PC. Aucun document sauf un, publié en 1967 dans l'ouvrage sur l'histoire des campagnes d'encerclement contre les communistes, édité par le bureau d'histoire militaire du ministère de la Défense de Taiwan. Anonyme et reproduit sans aucune référence, ce document était passé totalement inaperçu des historiens.

Hu Chi-hsi a réussi à déterminer de façon certaine que l'auteur de ce document fut le jeune commandant du 1^{er} groupe d'armées (c'est-à-dire du groupe formé par Mao à la suite de la croissance de la 4^e armée), Lin Piao... âgé alors de vingt-sept ans. Il s'agit d'une critique acerbe, bien qu'un peu voilée pour des raisons tactiques évidentes (la fraction stalinienne était alors au sommet de sa puissance au sein du PC et de l'armée) de la tactique de Braun. Cette critique contenait en même temps les principales thèses que l'on retrouve dans la résolution de la conférence de Tsunyi, lors de laquelle Mao a remporté la victoire sur Braun et les « Bolcheviks ». Parmi ces thèses, les propositions d'abandonner la zone soviétique centrale pour la fuite en avant de l'Armée rouge.

L'identification de ce texte a permis à Hu Chi-hsi de découvrir un document clé pour l'histoire de la Longue Marche, mais également de mettre à jour un maillon manquant de cette histoire.

Vers la Longue Marche

Il est évident qu'au travers de l'article de Lin Piao, c'est Mao qui a exprimé sa pensée militaire en pleine cinquième campagne ; que Lin Piao et le 1^{er} groupe d'armées qu'il dirigeait durant l'effacement de Mao ont joué un rôle clé dans la lutte pour le pouvoir militaire (et donc aussi politique) dans la République soviétique, en soutien à la fraction maoïste. Il apparaît que cette dernière était encore puissante, grâce à l'appui dont elle jouissait parmi les cadres de cette première formation militaire du PC, formée par Mao, qu'il avait menée des années auparavant des monts Chang Kang Shan au Kiangsi.

Lorsqu'en 1934 l'Armée rouge quittait le Kiangsi, entamant l'épopée de la Longue Marche, la nouvelle as-

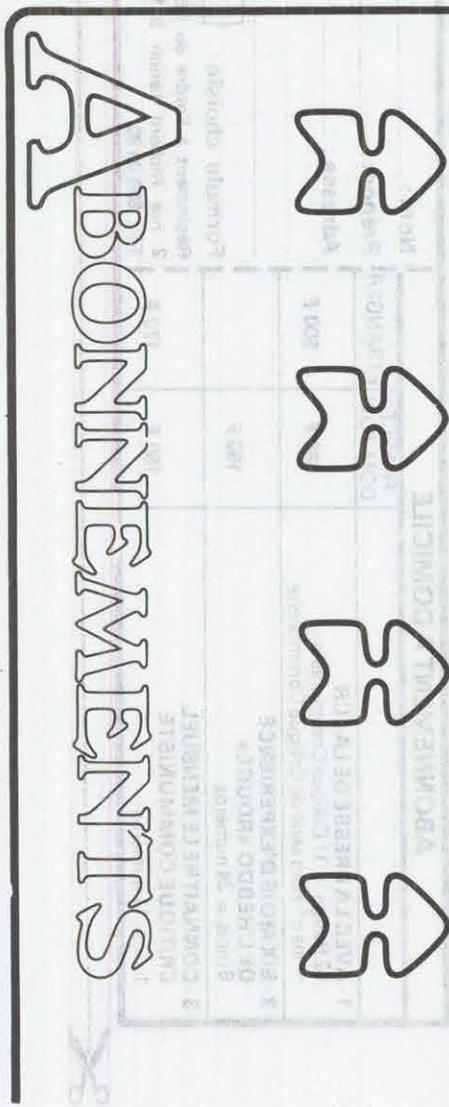
ension de Mao — cette fois-ci définitive — au commandement de l'Armée rouge et au pouvoir suprême dans la direction du Parti communiste était pratiquement inévitable. Malgré le souci de l'Armée rouge d'éviter le combat, souci partagé d'ailleurs par les troupes du Kuomintang, les effectifs de cette armée à la dérive fondaient à un rythme soutenu depuis le début de la marche. Ils passèrent de 85 000 hommes en octobre 1934 à un peu plus de 30 000 en janvier 1935. Compte tenu du nombre réduit de combats, on peut penser sans prendre de trop gros risques que la quasi-totalité de ces pertes provenait de désertions. Les premiers à désertir étaient les derniers venus, recrutés au cours des campagnes pour l'expansion de l'Armée rouge organisées massivement parmi les paysans par les « Bolcheviks » et à travers l'intégration des milices paysannes à l'armée régulière. Quant à ceux qui restaient envers et contre tout, ils représentaient les éléments les plus disciplinés sur le plan organisationnel, les plus endoctrinés sur le plan idéologique et les plus attachés au métier de soldat de la révolution.

En un mot, ce qui est resté, c'était le noyau dur de l'armée. Amputée de ses éléments proprement paysans attachés à la terre et aux acquis de la révolution agraire, l'Armée rouge était redevenue maoïste par la force des choses. Hu Chi-hsi écrit : « *L'Armée rouge qui occupa Tsunyi était donc une armée qualitativement différente de celle qui avait combattu dans la cinquième campagne d'encerclement. Elle était devenue, par la force des choses, une force non territoriale, sans attaches avec la terre, prête à effectuer des manœuvres à grand rayon d'action ; en d'autres termes, une armée telle qu'en exige la conception stratégique maoïste, la copie conforme de celle qui avait brisé les trois premières campagnes d'encerclement sous la conduite de Mao. C'est sous la pression de cette Armée rouge, métamorphosée une nouvelle fois, qu'eut lieu la conférence de Tsunyi.* »

Présentée par Hu Chi-hsi, l'analyse du déroulement de la lutte politique au sein du PC chinois autour de la manière de construire une armée révolutionnaire et de la stratégie de la guerre révolutionnaire ne se limite pas aux questions idéologiques. Elle montre la lutte des idées sous l'angle de l'évolution constante du rapport de forces sociales au sein de l'Armée rouge et en rapport à la base sociale de cette armée — réalisant ainsi le principal postulat méthodologique du matérialisme historique. Hu met à jour ainsi certains des grands paradoxes de la révolution chinoise.

Mao, qui fut le premier communiste

4. O. Braun, « *Chinesische Aufzeichnungen 1932-1939* », Dietz Verlag, Berlin 1973.



ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
	450 F	500 F
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	160 F	
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL 'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	150 F	170 F
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros		

Nom :
Prénom :
Adresse :
Formule choisie :

Règlement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tél : 859 00 80



chinois à découvrir que le processus de la révolution prolétarienne peut se développer largement en se fondant sur la dynamique de la révolution paysanne, a été également le premier à comprendre à quel point l'avant-garde politico-militaire organisée doit rester indépendante de la dynamique spontanée de la révolution paysanne, si ce processus devait être mené à son terme. C'est lui, le plus confiant dans le potentiel révolution-

naire des masses, qui fut à un moment vaincu, les masses lui tournant le dos, par la fraction la plus stalinienne. Fraction qui, contrairement à Mao, était étrangère au fait de traiter les masses comme le sujet de l'Histoire. C'est lui qui a remporté la victoire historique sur cette fraction lorsque l'Armée rouge fut de nouveau relativement indépendante des dispositions d'esprit et des intérêts immédiats des masses paysannes.

En un mot, ce qui est vrai, c'est que le moyen du travail, l'outil, l'arme de la révolution prolétarienne, est la révolution paysanne. L'Armée rouge est la révolution prolétarienne qui a été menée par le peuple paysan. C'est la révolution paysanne qui a été menée par le peuple prolétarien. C'est la révolution paysanne qui a été menée par le peuple prolétarien. C'est la révolution paysanne qui a été menée par le peuple prolétarien.

La révolution paysanne est la révolution prolétarienne. C'est la révolution paysanne qui a été menée par le peuple prolétarien. C'est la révolution paysanne qui a été menée par le peuple prolétarien. C'est la révolution paysanne qui a été menée par le peuple prolétarien.

L'Armée rouge est la révolution prolétarienne. C'est la révolution paysanne qui a été menée par le peuple prolétarien. C'est la révolution paysanne qui a été menée par le peuple prolétarien. C'est la révolution paysanne qui a été menée par le peuple prolétarien.

La révolution paysanne est la révolution prolétarienne. C'est la révolution paysanne qui a été menée par le peuple prolétarien. C'est la révolution paysanne qui a été menée par le peuple prolétarien. C'est la révolution paysanne qui a été menée par le peuple prolétarien.

Vers la Longue Marche

Il est évident que le processus de la révolution prolétarienne peut se développer largement en se fondant sur la dynamique de la révolution paysanne, a été également le premier à comprendre à quel point l'avant-garde politico-militaire organisée doit rester indépendante de la dynamique spontanée de la révolution paysanne, si ce processus devait être mené à son terme. C'est lui, le plus confiant dans le potentiel révolutionnaire des masses, qui fut à un moment vaincu, les masses lui tournant le dos, par la fraction la plus stalinienne. Fraction qui, contrairement à Mao, était étrangère au fait de traiter les masses comme le sujet de l'Histoire. C'est lui qui a remporté la victoire historique sur cette fraction lorsque l'Armée rouge fut de nouveau relativement indépendante des dispositions d'esprit et des intérêts immédiats des masses paysannes.

Contribution solidaire à la lutte du peuple kanak, ce livre retrace l'Histoire de sa longue révolte contre le colonialisme. Les auteurs analysent les fondements de l'oppression et de l'exploitation coloniales : spoliation des terres, apartheid calédonien, évolution du mouvement politique kanak de la revendication d'autonomie à celle d'indépendance...

Les derniers chapitres sont consacrés à la période post-1981, qui débouche sur le conflit ouvert entre le FLNKS et l'Etat colonial français.

70 francs

En vente en librairie : réclamez-le !

Disponible dès maintenant à

la librairie La Brèche,

9, rue de Tunis, Paris XI^e. M^o Nation.

Commandes directes à PEC,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

(Ajouter 9,50 F frais de port)



librairie diffusion

LA BRECHE



9 rue de Tunis
75011 Paris

Tél: 367 63 57
LA BRECHE

**Critique
Communiste**

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél: 859 00 80
Directeur de la publication : Christian Lamotte
Imprimerie Rotographique. ISSN 0298-2068. N^o CP : 56 5511